

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Promotion du logement et l'immigration – en point de mire de la démocratie directe

Contexte de la votation populaire du 9 février et du 17 mai 2020

par Werner Wüthrich, docteur en sciences administratives

Le logement et les loyers abordables font partie de l'existence et sont donc un sujet sensible dans les débats politiques. Il n'est pas surprenant qu'un nombre particulièrement important d'initiatives populaires aient été et soient lancées dans ce domaine. C'est à nouveau le cas aujourd'hui: le 9 février, nous voterons sur l'initiative populaire «Davantage de logement abordable», le 17 mai sur l'initiative de limitation. Elle veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec l'UE et donner au gouvernement fédéral la possibilité de contrôler à nouveau l'immigration.

Les électeurs auront leur mot à dire et participeront à la prise de décision et assumeront une coresponsabilité – en coopération avec leurs autorités. Je pense que c'est le secret de la cohésion et de la paix sociale dans un pays où les opinions sont souvent très divergentes – surtout dans les domaines sensibles de la coexistence.

Les Suisses sont une nation de locataires. Il y a quelques décennies encore, 75% de leurs logements étaient loués. Le nombre d'appartements occupés par leur propriétaire (copropriété) ayant fortement augmenté ces derniers temps, ce chiffre dépasse à peine les 60%. Le taux de location est de loin le plus élevé en Suisse, par rapport aux pays européens. Un autre facteur a un impact sur le logement: le niveau d'immigration. Une forte hausse augmente la demande et rend l'espace de vie plus rare. Le logement devient plus cher. Ces deux facteurs – le nombre élevé de locataires et l'ampleur de l'immigration – peuvent entraîner des tensions politiques et le lancement d'initiatives populaires. Il n'était pas rare que l'électorat suisse vote presque simultanément sur diverses initiatives populaires concernant la limitation de l'immigration, les subventions au logement et les loyers abordables. C'est encore le cas aujourd'hui. Ces deux initiatives font partie d'une longue série d'initiatives et de votes populaires qui ont eu lieu au cours des 50 dernières années, et qui ont toutes eu pour but de réglementer l'immigration et de promouvoir le logement à but non lucratif.

Que veut l'initiative populaire «Plus de logements abordables»?

L'initiative populaire entend confier à la Confédération la tâche de veiller, en collaboration avec les cantons et les communes, à ce qu'au moins 10% des nouveaux logements soient construits dans le secteur du logement social. Cet objectif doit être atteint au moyen de subventions, de réglementations en matière de construction et d'une planification appropriée des zones à bâtir. En outre, les promoteurs immobiliers à but non lucratif devraient bénéficier d'un droit de premier refus sur le marché du logement. Pour le contre-comité civique, l'initiative va beaucoup trop loin. Il parle de quotas rigides, d'interventions contre-productives sur le marché, de programmes de logement coûteux ou même de nationalisation du marché du logement, qui créent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. Il n'y a rien de mal à ce que l'objectif de l'initiative soit de créer plus de logements abordables. Mais la voie à suivre est-elle la bonne?

Quelques statistiques (cf. *Office fédéral du logement* 2018): dans le canton de Bâle-Ville, 84% des habitants vivent dans un appartement loué, en Valais ou en Appenzel Rhodes-Intérieures, ce chiffre n'est que de 43%. En Suisse, il existe environ 170 000 appartements coopératifs, dont 69 000 dans la

ville de Zurich. On trouve également des coopératives de construction et des lotissements coopératifs principalement dans des zones urbaines comme Zurich, Lucerne, Berne, Bâle et Genève. Dans les zones rurales, on ne les trouve presque jamais. Au Tessin, par exemple, seuls trois habitants sur mille vivent dans un appartement coopératif, alors que dans le demi-canton de Bâle-Ville, ils sont 87.

En général, le nombre de coopératives est passé d'environ 13 000 à 8 000 au cours des 20 dernières années – en partie parce que de nombreuses petites coopératives ont été fusionnées en grandes. Un quart d'entre elles (2000) sont des coopératives de construction. Leur nombre a cependant augmenté. Les nouveaux lotissements coopératifs ne sont presque jamais construits aujourd'hui, mais de nombreux lotissements existants sont démolis et reconstruits de manière dense et compacte, de sorte que le nombre d'appartements augmente. Des coopératives plus petites sont nouvellement créées, proposant par exemple des appartements pour les personnes âgées.

Il existe des différences entre les diverses régions. Il y a des raisons historiques à cela (voir *Wüthrich* 2018, p. 41-71). Les cantons de Zurich et de Bâle présentent deux particularités. Dès 1869, le peuple du canton de Zurich a voté une constitution démocratique libre l'autonomie municipale, les libertés civiles, la séparation des pouvoirs et de nombreux droits populaires. L'article 23 stipule: «Le canton encourage le système coopératif basé sur l'auto-assistance et promulgue des lois pour la protection des travailleurs. *Karl Bürkli*, un des premiers socialistes, avait déjà fondé le *Konsumverein* Zurich en 1849, a fait campagne pour cet article au Conseil constitutionnel du canton avec beaucoup de passion et de succès. Les coopératives n'ont pas besoin de subventions, elles devraient seulement être soutenues dans la levée de capital initial, a été l'un de ses arguments. Le souverain (le peuple) a donné son accord. Cela s'est produit par la suite. Des fonds ont été mis en place pour fournir des prêts sans intérêt mais remboursables aux coopératives de

construction émergentes. Dans le canton, et surtout dans la ville de Zurich, une véritable culture d'établissement coopératif s'est ainsi développée. Les appartements promus avec des prêts sans intérêt ne sont accessibles qu'aux locataires dont les revenus ne dépassent pas une certaine limite. Cependant, 70% des 69 000 appartements coopératifs de la ville de Zurich aujourd'hui ont été construits sans soutien et ne bénéficient pas de subventions.

Le Freidorf de Muttenz (canton de Bâle-Campagne) est un autre exemple de culture coopérative particulière. Il a été construit après la Première Guerre mondiale selon les idées d'une coopérative à part entière. La majeure partie du capital a été donnée par le *Verein Schweizerischer Konsumgenossenschaften* (VSK). La colonie comprend 150 maisons. Leurs habitants forment une sorte de communauté vivante. Non seulement ils vivent ensemble, mais ils travaillent aussi ensemble dans leur propre entreprise gérée en coopération – dans le *Konsumverein Basel* (qui a récemment été absorbé par la *Coop*). Des magasins, des jardins d'enfants, des écoles, des équipements culturels et de loisirs, de nombreuses associations et des milices font partie de cette coopérative. Au centre se trouve un grand bâtiment coopératif, aujourd'hui protégé à titre de monument historique, qui offre beaucoup d'espace. La culture des coopératives de construction et de logement a été créée parce qu'il y avait un besoin parmi la population et parce que des citoyens d'initiative comme Karl Bürkli ont pris les projets en main.

Toutefois, l'initiative populaire actuelle «Plus de logements abordables» adopte une approche différente. Elle veut confier au gouvernement fédéral la tâche d'assurer une telle culture par le haut. Compte tenu des situations de départ très différentes dans les nombreuses communes et cantons, on peut se demander si un quota national est nécessaire. Ce dernier ne peut être mis en œuvre qu'avec un bureau de planification centralisé. Et on peut se demander si cela permettrait d'atteindre le but recherché.

Le contre-projet indirect du Parlement à l'initiative populaire

La Confédération soutient les coopératives de logement depuis 1975 par le biais d'un fonds (aujourd'hui *Fonds de Roulement*). Elle dispose d'un capital d'un demi-milliard de francs, accorde des prêts à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêt, et garantit également des prêts. Jusqu'à présent, 45 000 appartements de la coopérative ont été soutenus de cette manière. Si l'initiative populaire est rejetée, les Conseils ont décidé d'augmenter ce fonds d'un quart de milliard de francs à titre de contre-proposition. Je crois que cette approche est conforme au principe de subsidiarité et à l'esprit de la Suisse fédéraliste.

Les cantons et les municipalités trouvent la meilleure façon de procéder

Les électeurs des 26 cantons et de quelque 2500 communes connaissent le mieux les besoins et les possibilités sociales locales. Neuf cantons ont déjà adopté une loi qui soutient la construction de logements à but non lucratif. Ces lois ont généralement été adoptées par votation populaire avec une nette majorité.

En 2007, le canton de Genève a décidé d'augmenter la proportion de logements coopératifs de 9 à 20% à plus long terme. En 2012, les électeurs de la ville de Zurich ont décidé de promouvoir plus fortement la construction de logements coopératifs et d'augmenter leur part de 24%, déjà élevée, à 33%. Peu de temps après, une initiative populaire a été adoptée dans le canton demandant la création d'un fonds pour promouvoir la construction de logements à but non lucratif. Le souverain zurichois a également approuvé une loi sur la construction et la planification permettant aux municipalités de fournir une proportion minimale de logements à bas prix dans le zonage. En 2014, la ville de Berne a adopté l'initiative municipale «Pour un logement abordable», et en 2017, les habitants de Nidwald ont adopté la contre-proposition à l'initiative populaire «Pour un logement abordable à Nidwald». – Ces exemples montrent les voies qui s'inscrivent dans le cadre de la Suisse fédéraliste. La centralisation croissante de plus en plus de domaines de la vie ne correspond pas au modèle suisse.

Perspective

Nous pouvons voter sur deux initiatives populaires le 9 février et le 17 mai: l'une veut promouvoir la construction de logements à but non lucratif et garantir des loyers abordables, tandis que l'autre veut redonner au gouvernement fédéral le pouvoir de contrôler l'immigration. Il s'agit de tracer la voie de l'avenir. Quel genre de Suisse voulons-nous? Dans les années 60, la Suisse comptait environ cinq millions d'habitants et une proportion d'étrangers de 10 à 12%. Aujourd'hui, il y en a 8,4 millions avec une population étrangère de 25%. Au cours des 13 dernières années, un million de personnes ont immigré. On parle déjà d'une «Suisse à 10 millions». Les problèmes connexes sont souvent encore plus pressants – comme l'intégration, l'infrastructure très demandée (par exemple, les CFF fonctionnent de plus en plus à plein régime), l'expansion du système éducatif, l'approvisionnement en énergie ... Ces questions ont été relativement bien résolues à l'époque,

Nouvelle parution aux éditions de Zeit-Fragen

«Economie et démocratie directe en Suisse»

hd. Dans de nombreux pays, on parle aujourd'hui d'une économie sociale de marché. Il s'agit généralement d'un système d'économie de marché dans lequel une vie digne est garantie – dans la vieillesse, dans les soins de santé et aussi dans la vie professionnelle. Toutefois, les disparités entre les différents pays sont considérables. Il n'y a qu'en Suisse que le mot «social» a acquis une autre signification, ce qui contribue de manière significative à la paix sociale et à la stabilité politique du pays.

Depuis le XIXe siècle, le peuple détermine et façonne activement les événements économiques et sociaux grâce à ses droits populaires – en coopération avec ses autorités. Ils assument une coresponsabilité directe – bien plus que dans les pays où le peuple n'élit des hommes politiques que tous les deux ou trois ans, qu'il connaît à peine. Cette nouvelle publication montre les origines et le développement du modèle suisse.

Werner Wüthrich a étudié l'économie et le droit et a obtenu un doctorat sur le thème

du partenariat social. Dans sa vie professionnelle, il a travaillé pendant de nombreuses années comme professeur de commerce dans des écoles de commerce et comme publiciste. Il a parfaitement réussi à démontrer l'importance essentielle de la démocratie directe pour un ordre économique libre et social. Il s'avère être non seulement un spécialiste de l'histoire économique, mais aussi un auteur sachant présenter le sujet d'une manière à la fois lisible et stimulante pour les experts et les profanes.

Wüthrich, Werner: *Wirtschaft und direkte Demokratie in der Schweiz – Geschichte der freiheitlich-demokratischen Wirtschaftsverfassung der Schweiz* [Economie et démocratie directe en Suisse – Histoire de la constitution économique libre et démocratique de la Suisse] édition Zeit-Fragen, Zurich 2020

Version cartonnée 397 pages. ISBN 978-3-909234-24-0; prix Fr. 36.-

A commander auprès de: *Genossenschaft Zeit-Fragen. Redaktion und Verlag, Postfach 8044 Zürich; E-Mail: redaktion@zeit-fragen.ch; abo@zeit-fragen.ch*

La démocratie directe, garantie de la paix et de la cohésion sociale

Entretien avec Werner Wüthrich

Horizons et débats: Vous avez écrit un livre sur l'histoire de la constitution économique libérale et démocratique de la Suisse. Pourquoi la connaissance de l'histoire est-elle essentielle pour comprendre la situation actuelle?

Werner Wüthrich: Cela permet de garder la tête froide sur de nombreuses questions: la Suisse compte aujourd'hui 8,4 millions d'habitants. Au cours des 13 dernières années, la population a augmenté d'environ un million de personnes, provenant essentiellement de l'espace européen suite aux accords de libre circulation avec l'UE. Quelques 450 000 appartements ont dû être construits pendant cette période.

En Europe, la Suisse est l'un des pays dont la croissance démographique est la plus forte. Dans les années 1960, près d'un million de personnes ont également immigré, principalement des travailleurs dont l'économie, en plein essor, avait besoin. Cette situation fut à l'origine de fortes tensions sociales, et de nombreuses initiatives populaires ont été déposées. Les uns voulaient freiner, voire supprimer l'immigration, les autres voulaient promouvoir la construction de logements, surtout de logements d'utilité publique, et garantir des loyers abordables, une situation assez proche de ce que nous vivons aujourd'hui. Un regard en arrière nous aide à comprendre les processus actuels de démocratie directe et leurs effets sur la société.

Comment la démocratie directe aide-t-elle à surmonter les crises?

Les citoyens se sentent pris au sérieux et contribuent activement à la solution. Dans les années 1960, la proportion d'étrangers a nettement dépassé le seuil des 10%. En 1965, le Parti démocratique du canton de Zurich a lancé avec succès une initiative populaire fédérale, qui exigeait que le nombre des étrangers établis ou en séjour ne dépasse pas un dixième de la population résidente. L'initiative a été retirée lorsque le Conseil fédéral a introduit des mesures visant à restreindre l'immigration. Lorsque cela s'est avéré peu utile, d'autres initiatives populaires ont suivi: l'initiative dite «Schwarzenbach» exigeait également que la proportion d'étrangers ne dépasse pas dix pour cent. Dix-sept cantons auraient alors dû réduire considérablement leurs droits de séjours annuels. Elle a été rejetée en 1970 après une campagne farouche. Quatre ans plus tard, l'initiative suivante visant à réduire à 12% cette fois la proportion d'étrangers, qui avait encore augmenté, fut rejetée à son tour. En 1977 et 1988, d'autres projets similaires ont été rejetés. En 2000, l'initiative 18% du futur président du PLR Philipp Müller a subi le même sort. Pendant 35 ans, les électeurs ont rejeté de nombreuses initiatives visant la limitation du nombre d'étrangers en fixant un seuil maximal ou en réduisant leur proportion.

Peut-on vraiment comparer cette situation à aujourd'hui?

«Promotion du logement ...»
suite de la page 1

même dans des situations difficiles – par la démocratie directe avec la participation du peuple. L'intégration des nombreux méridionaux des années soixante, au départ principalement d'origine d'Italie, a également été couronnée de succès. Sans eux, la Suisse moderne n'aurait pas pu être construite.

La Suisse est politiquement stable. Nous avons une économie efficace et, en particulier, une industrie de la construction performante. Mais en tant que petit Etat avec un espace limité, nous sommes confrontés à la situation suivante: de plus en plus de surfaces naturelles doivent être cédées à la construction et la construction doit se faire vers le haut. Au cours des 13 dernières années, une zone de 57 000 terrains de football a été construite. Un million de personnes supplémentaires ont un besoin urgent de logements, d'écoles, de routes, de transports publics, etc. En outre le nombre de navetteurs et de travailleurs transfrontaliers a fortement augmenté.

Certains penseront que le contexte de l'époque, avec 10 ou 12,5% d'étrangers, voire 18%, n'est pas comparable avec la situation actuelle. Aujourd'hui, nous avons 25% d'étrangers, et la Suisse tient bon. Mais le contexte des années soixante et soixante-dix était particulier. Certains problèmes du boom économique n'avaient pas été résolus. Environ 30% de la main-d'œuvre était originaire de l'étranger. Toutes les infrastructures étaient surchargées, et pas uniquement en raison de l'immigration. L'économie s'envolait. Les bâtiments scolaires étaient trop petits, le système d'égouts était déficient, les usines modernes d'incinération des déchets et de traitement des eaux usées étaient presque totalement absentes. La pollution de l'eau et de l'environnement était alarmante, à tel point que les lacs de Lugano et de Zurich ont été interdits à la baignade. Le réseau routier était largement insuffisant, les autoroutes encore en construction, la construction de logements avait pris un retard désespérant, et les loyers et les prix en général augmentaient.

À l'époque, le gouvernement fédéral a même réagi par une législation d'urgence. Est-ce que cela revenait à abroger la démocratie directe?

Non, la démocratie a continué de fonctionner. La Confédération a réagi avec onze arrêtés urgents, qui sont entrés en vigueur immédiatement mais qui étaient limités dans le temps. Comme ceux-ci étaient contraires à la Constitution, les votes ont eu lieu dans un délai d'un an. Le peuple a chaque fois soutenu les autorités en votant favorablement. Ainsi la construction de maisons individuelles de luxe a été temporairement interdite pour favoriser la construction d'appartements conventionnels. Le gouvernement fédéral a aussi interdit aux entreprises de créer de nouveaux emplois. D'autres décisions fédérales urgentes liées au crédit et à la politique monétaire ont suivi. Le taux de chômage était de 0,0%, et les économistes ne parlaient plus de plein emploi mais de suremploi. Quiconque perdait son emploi en trouvait un nouveau en quelques heures.

Les politiciens ont réagi tardivement. La classe politique avait encore en tête les images de la crise économique des années 1930, lorsque le chômage élevé et la précarité pesaient sur le moral de la population et que les autorités combattaient cette situation par de nombreuses mesures d'urgence. Les phénomènes causés par le boom économique étaient totalement nouveaux pour tout le monde.

Comment la population a-t-elle contribué à résoudre les problèmes de logement?

En 1967, il y avait surtout une pénurie de logements dans les zones urbaines. Le groupe de gauche *Mouvement Populaire des Familles* a déposé l'initiative populaire «pour le droit au logement et le développement de la protection de la famille». Le Conseil fédéral a estimé qu'elle était irréalisable en Suisse, où le secteur privé est dominant. Un vote a néanmoins eu lieu et l'initiative a été reje-

Les locataires et les propriétaires actuels ont eu de la chance. Les taux d'intérêt hypothécaires très bas ont apaisé la situation tendue sur le marché du logement. Si les promoteurs immobiliers avaient dû payer des intérêts normaux, les problèmes auraient certainement été bien plus importants.

L'initiative de limitation sur laquelle nous voterons le 17 mai est différente des initiatives correspondantes des 50 dernières années. Alors que toutes ces initiatives contenaient une limite supérieure et visaient à réduire à nouveau le stock de résidents étrangers, l'initiative d'aujourd'hui vise simplement à rétablir la compétence du gouvernement fédéral à gérer lui-même l'immigration – comme il le faisait avant les *accords bilatéraux I*. L'initiative de limitation, qui sera soumise au vote le 17 mai, fait suite à l'initiative sur l'immigration de masse du 8 février 2014 et appelle à la mise en œuvre du «oui» du souverain (le peuple) suisse.

Aujourd'hui, la relation avec l'UE est centrale. Une plus grande implication politique, comme l'exigent le traité-cadre et la direc-

tée en 1970. La même année, une autre initiative populaire, l'initiative *Denner*, a fait pression sur les décideurs politiques fédéraux pour qu'ils soutiennent davantage la construction de logements et qu'ils contribuent à des solutions rapides. Le Conseil fédéral et le Parlement ont pris la question au sérieux et ont adopté deux articles de la Constitution comme contre-propositions pour stabiliser la situation à long terme: l'article 34 sexies, selon lequel «La Confédération prend des mesures visant à encourager la construction de logements, notamment par l'abaissement de son coût et l'accès à la propriété d'un logement ou d'une maison», et l'article 34 septies visant à empêcher les abus dans le secteur locatif et du logement. La Confédération devait par exemple être habilitée à déclarer généralement contraignants les contrats-cadres entre associations de bailleurs et associations de locataires, afin que les locataires soient mieux protégés. Le 5 mars 1972, le peuple a rejeté l'initiative populaire et adopté à une large majorité les deux articles constitutionnels. Des mesures juridiques visant à promouvoir avant tout la construction de logements d'utilité publique ont rapidement suivi. Au cœur de ce dispositif se trouvait un fonds appelé «Fonds de roulement», qui dispose aujourd'hui d'un capital de 500 millions de francs et qui soutient principalement les coopératives de construction avec des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt, ou exempts d'intérêt mais remboursables.

Lorsque la situation tendue sur le marché du logement a persisté, les associations de locataires ont à nouveau lancé une initiative populaire en 1974, dans le but de renforcer la protection des locataires. A nouveau, le Conseil fédéral et le Parlement ont réagi avec une contre-proposition. Cependant, le boom économique touchait à sa fin. Beaucoup de travailleurs immigrés sont retournés dans leur pays d'origine, et la situation sur le marché du logement s'est sensiblement détendue. L'État s'était par ailleurs acquitté d'une grande partie de ses «devoirs», en particulier en matière d'environnement, et le Lac de Zurich était à nouveau ouvert aux baigneurs. Cette fois-ci, en 1977, le peuple devait rejeter à la fois l'initiative populaire et la contre-proposition du Parlement.

Cependant, les débats sur l'encouragement à la construction de logements et le développement de la protection des locataires n'ont pas cessé. En 1980, les associations de locataires ont lancé une initiative populaire demandant des dispositions de protection plus précises contre les augmentations de loyer injustifiées et visant à améliorer la protection contre le licenciement pour les appartements et les locaux commerciaux. Le Conseil fédéral et le Parlement ont réagi par une contre-proposition qui étendait à toute la Suisse les dispositions existantes en matière de protection des locataires (d'abord applicables uniquement dans les régions souffrant d'une pénurie de logements). Les associations de locataires étaient satisfaites et ont retiré leur initiative populaire.

Et des problèmes ignorés par le Parlement – mais en aucun cas un signe d'isolement ou même de xénophobie, comme on le prétend parfois.

Les sources :

Office fédéral 2018: Office fédéral du logement. *Davantage de logements abordables. Initiative populaire et alimenter le fonds de roulement*. Rapport additionnel de l'administration à l'intention de la CER-N. Berne 2018

Linder, Wolf; Bolliger Christian; Rielle, Yvan. *Handbuch der eidgenössischen Volksabstimmungen*. Berne 2010 (*Manuel des votations populaires*)

Wüthrich, Werner. *Charles Fourier, Victor Considerant und Karl Bürkli als Wegbereiter der direkten Demokratie und des Genossenschaftswesens in der Schweiz des 19. Jahrhunderts*; dans: Roca, René (éditeur) *Frühsozialismus und moderne Schweiz*. Basel 2018 (Charles Fourier, Victor Considerant et Karl Bürkli comme précurseurs de la démocratie directe et des coopératives dans la Suisse du 19^{ème} siècle)

Wüthrich, Werner. *Wirtschaft und direkte Demokratie in der Schweiz – Geschichte der freiheitlich-demokratischen Wirtschaftsverfassung der Schweiz*. Zürich 2020 (Economie et démocratie directe en Suisse – Histoire de la Constitution économique libérale-démocrate de la Suisse)

Et des problèmes ignorés par le Parlement – mais en aucun cas un signe d'isolement ou même de xénophobie, comme on le prétend parfois.

Les sources :

Office fédéral 2018: Office fédéral du logement. *Davantage de logements abordables. Initiative populaire et alimenter le fonds de roulement*. Rapport additionnel de l'administration à l'intention de la CER-N. Berne 2018

Linder, Wolf; Bolliger Christian; Rielle, Yvan. *Handbuch der eidgenössischen Volksabstimmungen*. Berne 2010 (*Manuel des votations populaires*)

Wüthrich, Werner. *Charles Fourier, Victor Considerant und Karl Bürkli als Wegbereiter der direkten Demokratie und des Genossenschaftswesens in der Schweiz des 19. Jahrhunderts*; dans: Roca, René (éditeur) *Frühsozialismus und moderne Schweiz*. Basel 2018 (Charles Fourier, Victor Considerant et Karl Bürkli comme précurseurs de la démocratie directe et des coopératives dans la Suisse du 19^{ème} siècle)

Wüthrich, Werner. *Wirtschaft und direkte Demokratie in der Schweiz – Geschichte der freiheitlich-demokratischen Wirtschaftsverfassung der Schweiz*. Zürich 2020 (Economie et démocratie directe en Suisse – Histoire de la Constitution économique libérale-démocrate de la Suisse)

En 1986, le peuple a approuvé la contre-proposition du Parlement. Le droit du bail à loyer est entré en vigueur en 1989, et n'a que peu changé jusqu'à aujourd'hui.

Qu'est-ce que le peuple a décidé à l'époque?

Le droit du bail à loyer en vigueur aujourd'hui inclut le droit de contester les augmentations de loyer abusives et injustifiées. Une certaine protection contre le licenciement a aussi été introduite, avec la possibilité de prolonger la location lors de cas de rigueur. Un bureau de conciliation auprès des tribunaux de district est mis gratuitement à la disposition des parties en cas de litige.

Les débats se sont-ils arrêtés là?

Non. Dans la première moitié des années 1990, la Banque nationale suisse (BNS) a mené une politique monétaire restrictive pour lutter contre l'inflation. Les taux d'intérêt hypothécaires, et avec eux le coût des hypothèques ont augmenté massivement, et de nombreux propriétaires ont augmenté les loyers. Les associations de locataires ont réagi avec l'initiative populaire «pour des loyers loyaux». Ils ont demandé que les loyers ne suivent plus automatiquement chaque hausse des taux hypothécaires, mais soient ajustés sur la base d'un taux moyen calculé tous les cinq ans (taux d'intérêt lissé). Comme si souvent auparavant, le Parlement a rédigé une contre-proposition. En 2003 et 2004, la population a rejeté les deux projets de loi, et tout est resté comme avant. Auparavant (1999), les citoyens avaient rejeté l'initiative populaire «propriété du logement pour tous» de l'association des propriétaires fonciers, qui demandait la suppression de la valeur locative comme revenu fictif dans les déclarations fiscales des propriétaires.

Les nombreux débats et votes n'ont-ils pas pris beaucoup de temps et empêché de bonnes solutions?

Non, au contraire: la démocratie directe s'est montrée comme le garant de la paix sociale. Le débat souvent tendu sur l'immigration et le logement, qui a duré plus de trente ans, a été marqué par un grand nombre d'initiatives populaires et de contre-propositions du Parlement. Malgré les problèmes sérieux qui se posaient, il a été possible de maintenir la paix sociale dans un domaine sensible. L'interaction réussie entre la population et les autorités a conduit à des solutions avec lesquelles tout le monde peut vivre aujourd'hui. Le grand nombre d'initiatives populaires est également dû au fait que les associations de locataires espéraient que leurs initiatives passeraient facilement, parce que dans notre pays les locataires sont majoritaires. Il est intéressant de noter que cette logique n'a pas fonctionné. Non seulement les différents intérêts ont joué un rôle, mais aussi la responsabilité pour l'ensemble et le souci du bien commun et du vivre ensemble en Suisse. Les instruments de la démocratie directe ont fait leurs preuves dans la résolution de problèmes selon un haut niveau d'exigence.

Disloquer l'Etat de droit pour des militants?

Pas de jugements politiques par des tribunaux suisses!

par la docteur en droit Marianne Wüthrich

Le 13 janvier dernier, l'acquiescement de douze militants pour le climat ayant occupé une succursale de Crédit Suisse à Lausanne en novembre 2018 a fait le tour du monde à la vitesse de l'éclair. Selon le juge de district en charge, il n'y a pas eu de violation de domicile, la menace du changement climatique étant une «urgence» pouvant justifier un acte en soi punissable.

Cet acquiescement est rejeté comme juridiquement intenable par de nombreux experts en droit pénal, auxquels tout écho la plupart des commentaires des médias, et il viole massivement le principe de la séparation des pouvoirs. Le lecteur critique est également confronté à la question urgente suivante: qui tire les ficelles en coulisses?

Selon la presse quotidienne, les militants climatiques de «Lausanne Action Climat (LAC)» avaient occupé en novembre 2018 une succursale de Crédit Suisse pendant une heure et demie, pour y simuler un match de tennis. Ils protestaient ainsi contre la politique d'investissement de CS, qu'ils accusaient de faire de la publicité avec la star du tennis Roger Federer tout en investissant de l'argent dans des projets et des entreprises nuisibles au climat. Crédit Suisse avait déposé plainte. Comme il est d'usage dans ce genre de cas, au printemps 2019, le ministère public du canton de Vaud condamna par ordonnance pénale douze participants à des peines pécuniaires avec sursis, pour violation de domicile et résistance aux ordres de la police, ce qui a été contesté par les militants. Le 13 janvier 2020 à Renens (VD), le juge d'arrondissement Philippe Colelough a acquitté les militants.¹ Le 14 janvier 2020, le Parquet vaudois a décidé de renvoyer l'affaire devant la Cour d'appel cantonale.²

Un acquiescement juridiquement intenable

Le 13 janvier 2020, le juge a justifié oralement son acquiescement en invoquant un état de nécessité pour les occupants, justifiable au sens de l'article 17 du code pénal suisse. Les motifs écrits du verdict n'ont pas encore été publiés.

CP art. 17 Etat de nécessité licite

Quiconque commet un acte punissable pour préserver d'un danger imminent et impossible à détourner autrement un bien juridique lui appartenant ou appartenant à un tiers agit de manière licite s'il sauvegarde ainsi des intérêts prépondérants.

Au vu de l'urgence climatique, l'action de protestation dans l'agence bancaire était «nécessaire et proportionnée», a déclaré le juge Colelough, pour lequel c'était le seul moyen efficace de pousser la banque à réagir et la seule façon d'obtenir l'attention nécessaire des médias et du public. (SRF 4 News du 13/01/20)

Il s'agit ici d'une déclaration clairement politique du juge, qui réinterprète l'article du CP de manière illicite. Il n'appartient certainement pas au tribunal d'ouvrir la voie aux militants pour «faire réagir la banque», ni au juge pénal de s'inquiéter de savoir si les accusés «obtiendront l'attention nécessaire des médias et du public». Ajoutons qu'avec son acquiescement, le juge Colelough a accordé aux auteurs une attention médiatique et politique véritablement écrasante, ils n'auraient pas pu demander mieux.

D'un point de vue juridique, la présente décision de justice est rapidement réfutée. Voici un bref résumé des objections soulevées par divers experts en droit pénal selon les recherches de la «Neue Zürcher Zeitung»: premièrement, il n'y avait pas de «danger imminent», et deuxièmement, l'action menée à l'agence bancaire n'a rien fait pour l'éviter ou pour résoudre le problème du climat. Selon les juristes interrogés, «il ne suffit pas d'affirmer qu'une action de sensibilisation pourrait nous rapprocher d'une fraction de millième de la résolution du problème climatique mondial», cette logique pouvant «justifier de nombreuses violations d'une norme pénale, pour autant qu'elles soient spectaculaires et donc médiatiques».

«Voglio fare il Cittadino» (Je veux devenir citoyen)

mw. «Pour pouvoir nous engager avec la bonne attitude sur cette route assez longue, nous devons d'abord comprendre ce que signifie réellement le terme «citoyen». Car pour «devenir citoyen», il faut connaître le sens, la signification et la portée de ce mot merveilleux.» C'est ainsi qu'Eros Ratti s'adresse au jeune Cittadinino dans son ouvrage tout aussi merveilleux (et prochainement publié en allemand) «Voglio fare il Cittadino». Cette «route assez longue» comprend une éducation civique appro-

fondie dans les écoles primaires, professionnelles et secondaires, où les jeunes apprennent à connaître le modèle suisse, où ils découvrent le fonctionnement de leur commune, de leur canton et de la Confédération, le déroulement des votations, des élections, et bien plus encore.

Etre citoyen, surtout en Suisse, n'est pas seulement un droit, mais avant tout un devoir, celui de contribuer à la vie et au travail commun d'une commune, d'un canton et de la Confédération, le devoir de se sentir coresponsable du tout.

Troisièmement, dans un État de droit démocratique, il y a toujours des alternatives aux actions spectaculaires, telles que la voie politique. Ainsi de nombreux citoyens suisses ont par exemple élu des politiciens verts au Parlement en automne 2019. Comme le fait remarquer Marc Thommen, professeur de droit pénal et de droit de la procédure pénale à l'Université de Zurich: «La jurisprudence existante estime qu'il y a suffisamment d'autres moyens d'attirer l'attention sur un problème. Il n'est pas nécessaire pour cela de commettre un délit». Il ajoute: «Si l'une de mes étudiantes était arrivée à cette conclusion dans un exercice, j'aurais considéré que sa réponse est fautive.»⁴

Et quatrièmement, l'article 17 ne peut être appliqué que pour protéger des droits individuels: «[...] préserver d'un danger imminent [...] un bien juridique lui appartenant ou appartenant à un tiers», ce qui n'est pas du tout applicable à la protection générale du climat.⁵

Conclusion claire du professeur de droit pénal bernois Martino Mona dans l'article en question de la NZZ: l'application de l'article sur «l'état de nécessité licite» est ici «exclue». Et Stefan Trechsel, co-rédacteur d'un commentaire bien connu de la pratique du code pénal⁶ et professeur émérite de droit pénal, d'ajouter: «Cela conduirait au chaos et serait le contraire de l'État de droit.»

Pas de compromis sur l'État de droit démocratique!

Il est tout à fait étonnant qu'en Suisse, dont les citoyennes et citoyens sont directement coresponsables de la législation, de plus en plus de citoyens, de médias, d'hommes politiques et d'entreprises se laissent mettre sous une telle pression par les militants climatiques ou d'autres lobbies sociopolitiques, qu'ils acceptent des concessions à la liberté d'expression et un affaiblissement de l'Etat de droit.

On ne peut que s'interroger sur les motifs ayant poussé le juge d'arrondissement de Lausanne à ne pas condamner les douze accusés, pour préférer une interprétation fautive de l'article du CP sur l'état de nécessité. En revanche, nous savons que les auteurs ont

comparu devant le tribunal avec 13 (!) avocats qui, à l'aide d'une rhétorique entraînée, ont probablement agi sur le juge unique tel un rouleau compresseur. Qui, selon vous, paie les 13 avocats «bénévoles» qui, soit dit en passant, ne défendaient à Renens non pas des adolescents, mais bien des délinquants adultes âgés de 21 à 34 ans?⁷

Un autre exemple de non-respect de la loi est celui de certaines directions d'écoles, qui n'appliquent plus leurs règlements des absences. Elles permettent en effet à leurs élèves de ne pas assister aux cours le vendredi pour aller manifester ou pour se rendre à Lausanne se faire photographier avec Greta. En règle générale, il s'agit de gymnasiens dont nous contribuons à financer l'éducation en tant que contribuables, et dont nous pouvons attendre qu'ils apprécient et saisissent leur chance.

En tout état de cause, les grandes banques suisses savent gérer la situation. Le lendemain de l'acquiescement mémorable des occupants du CS, des militants climatiques ont installé des banderoles dans une succursale de l'UBS à Lausanne et ont étalé des morceaux de charbon sur le sol. La direction a pris soin de ne pas porter plainte, préférant envoyer deux porte-parole de la banque pour discuter du changement climatique avec les manifestants. Au FEM, les instances dirigeantes d'UBS ont déjà indiqué que la banque se concentrerait à l'avenir sur des investissements énergétiques respectueux du climat.

En tout cas, le préjudice résultant de l'acquiescement des occupants du CS ne nuit pas aux grandes banques, mais bien à notre Etat de droit.

Le «Mouvement pour le climat» détourne l'attention de la principale cause

Les riches et les puissants de ce monde se sont réunis au FEM à Davos du 21 au 24 janvier 2020. Il est presque embarrassant de voir comment ils ont élevé la question du climat au rang de seul problème urgent de notre époque. Du leader du FEM Klaus Schwab à Greta en passant par la présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga, presque tout le monde a parlé du climat le jour de l'ouver-

ture. Cela devrait en fait laisser songeurs les détracteurs de la mondialisation.

Dans son discours de bienvenue, en déclarant: «Le monde brûle», la politicienne sociale-démocrate présidente de la Confédération ne faisait pas référence aux terribles conflits en Syrie, en Libye, au Yémen et dans de nombreux autres pays, lesquels sont fomentés par les riches et les puissants, essentiellement en Occident, et maintenus en activité à grand renfort d'armement. L'allusion faisait plutôt référence aux feux de brousse en Australie. Leurs ravages sont bien sûr effrayants, mais en Australie, les étés caniculaires ne datent pas d'hier. Aucune tactique de diversion ne pourra cacher que la principale cause de destruction de l'être humain et de son habitat est la guerre. La génération de 1968 a elle aussi commis des erreurs, mais ses protestations étaient principalement dirigées contre la guerre du Vietnam. Qui pousse aujourd'hui nos jeunes à protester, et dans quel but?

Ils auraient mérité d'emporter sur leur chemin de vie un bagage plus avisé de notre part.

Comment les jeunes deviennent-ils des citoyens?

Nous, les adultes, ne rendons pas service à nos jeunes lorsque nous admirons ceux qui défendent les manifestations climatiques et les occupations illicites. La demande faite aux générations plus âgées de fournir une énergie respectueuse du climat, et cela du jour au lendemain, n'est ni réaliste ni démocratique. Le fait est que ni la Suisse ni les autres pays ne pourront se passer entièrement de combustibles fossiles dans les décennies à venir. Le fait que de nombreux automobilistes souhaitent passer à la voiture électrique n'y change rien. D'énormes quantités d'énergie sont ma fois nécessaires pour produire et charger les batteries, et d'ailleurs aussi pour l'utilisation ininterrompue de nos téléphones portables et ordinateurs, ainsi que pour la numérisation de secteurs toujours plus nombreux et pour des connexions internet toujours plus performantes. La question de savoir comment nous produisons cette énergie à l'avenir et dans quels domaines nous voulons repenser son utilisation et réduire sa consommation est avant tout une question politique. Nous devons tous y réfléchir.

En tant qu'adultes familiers de la démocratie, nous sommes appelés à donner l'exemple aux jeunes et à leur faire découvrir les possibilités uniques offertes par la démocratie directe. Dans le domaine de l'approvisionnement en énergie, par exemple, il serait réjouissant que de nombreux jeunes citoyens s'engagent à protéger et à développer l'énergie hydraulique suisse, ce pilier central de notre approvisionnement en électricité. Si les centrales nucléaires sont fermées, nous n'avons pas besoin d'un accord sur l'électricité avec l'UE, qui encouragerait la vente de notre énergie hydroélectrique et affaiblirait l'approvisionnement national. Outre les nouvelles énergies renouvelables, nous aurions alors surtout besoin de centrales hydroélectriques financièrement viables. Un engagement dans ce sens de la part de nos jeunes citoyennes et citoyens serait une bénédiction pour notre pays.

Courrier des lecteurs

Etes-vous prêts à faire face à une situation d'urgence?

Tel était le titre de l'article paru dans Horizons et débats No1 (14/01/20). En le lisant, je me suis souvenue de la façon dont nous nous sommes entraînées pour les urgences après la Seconde Guerre mondiale.

Lorsque nous avons obtenu notre diplôme d'infirmière de la Croix-Rouge au Lindenhof de Berne en 1951, on nous a demandé si nous allions servir en cas d'urgence, que ce soit en cas de guerre ou de catastrophe. Je me suis portée volontaire et en 1958, j'ai dû me présenter à Glaris pour un exercice d'une semaine avec le détachement 41. Nous étions habillées comme des hommes: pantalon, casque, sac à dos, chaussures hautes.

Un hôpital militaire a été créé dans le grand bâtiment de l'école. Les patients étaient des bénéficiaires de l'assurance-vieillesse et des survivants qui avaient été blessés pendant la guerre. Des chambres d'hôpital, un laboratoire et des rayons X avaient été installés dans le bâtiment de l'école. Deux cabinets de méde-

cins et un dortoir pour les 23 infirmières se trouvaient également dans le bâtiment de l'école. Le sac à dos et les chaussures se trouvaient sous le lit et le gant de toilette sur une barre au-dessus du lit. Nous devions nous laver et prendre des douches froides. C'était le pire!

Les «patients», qui avaient été autorisés à rester au lit pendant une semaine, ont été examinés, radiographiés et leur sang a été analysé au laboratoire. Certaines des infirmières étaient responsables du service médical, d'autres du service chirurgical, car elles avaient été formées à la vie civile.

L'après-midi, les sœurs ont reçu les mêmes cours que les soldats, notamment sur le comportement à adopter en cas de guerre nucléaire.

Aujourd'hui, j'ai presque 95 ans et heureusement je n'ai jamais connu une telle urgence!

Lisette Schär, Sirmach

¹ «Zwölf Klimaaktivisten freigesprochen». SRF 4 News du 13/10/20

² «Klimaaktivisten besetzen UBS – Rekurs gegen Freispruch». Der Bund du 14/01/20. source: red/SDA

³ Schöchli, Hansueli. «Das würde zu Chaos führen – warum das Waadtänder Urteil für Strafrechtsexperten nur schwer nachvollziehbar ist.» Neue Zürcher Zeitung du 14/01/20

⁴ «Weshalb sich Experten nach dem Freispruch der Klimaaktivisten an den Kopf fassen». Watson du 15/01/20

⁵ Schöchli, Hansueli. «Das würde zu Chaos führen – warum das Waadtänder Urteil für Strafrechtsexperten nur schwer nachvollziehbar ist.» Neue Zürcher Zeitung du 14/01/20

⁶ Trechsel, Stefan; Pieth, Mark (éd.). Schweizerisches Strafgesetzbuch Praxiskommentar. 3e édition. Dike Verlag AG. Zurich 2017

⁷ «Zwölf Klimaaktivisten freigesprochen». SRF 4 News du 13/01/20

Qui sont nos politiciens – et lesquels voulons-nous?

Réflexions sur le forum de Davos

par Karl Müller

Depuis l'existence des Etats, c'est-à-dire des communautés politiques dotées d'un pouvoir d'Etat, d'un territoire et d'un peuple, des voix se sont élevées sur la question des exigences de qualité pour les personnalités exerçant le pouvoir d'Etat avec une fonction politique à un poste de responsabilité.

Aristote

Il y a plus de 2000 ans, *Aristote* décrivait dans son ouvrage «Politique» six formes différentes de gouvernement, dont trois jugées plutôt positives et trois plutôt négatives. Il considérait positivement la règle d'une seule personne, par exemple un roi, dans la monarchie, la règle de quelques nobles dans l'aristocratie et la règle de tous les citoyens à part entière en politique – car ici le bien commun est au centre de l'exercice du pouvoir. Il voit d'un mauvais œil la «dégénérescence» de ces trois formes de pouvoir: le pouvoir d'une personne dans la tyrannie, le pouvoir de quelques-uns dans l'oligarchie et le pouvoir de tous dans l'ochlocratie – car ici, tout exercice du pouvoir est orienté uniquement vers l'intérêt personnel.

Nicolas Machiavel

Au début du XVI^e siècle, le philosophe italien *Nicolas Machiavel* a écrit son livre «Il Principe». Le contenu de ce livre est souvent réduit à l'affirmation exigée par Machiavel en politique «La fin justifie les moyens». Cela est incomplet. La question initiale de Machiavel était la suivante: «Comment peut-on réussir dans un environnement politique hostile, à savoir en acquérant le pouvoir, en le maintenant et en l'augmentant jusqu'à la grandeur?» Cette question s'inscrit dans le contexte de la situation catastrophique de l'Italie de l'époque, dont les villes-Etats étaient constamment menacées de l'extérieur et de l'intérieur. Dans un ouvrage ultérieur, Machiavel a déclaré son soutien à la République, mais à l'époque de son livre «Il Principe», il a vu – impressionné par les «réalisations» politiques d'un *César Borgia* – la solution aux problèmes de l'Italie dans un «dirigeant fort».

Au XX^e siècle, l'homme politique allemand du SPD, *Carlo Schmidt*, a résumé le contenu des travaux de Machiavel comme suit: «Quiconque réduit la pensée de Machiavel au fait que la politique ne saurait s'accomplir qu'au moyen du poison et du poignard, des mensonges et des crimes a très mal compris cet auteur. Lorsque cela est possible d'agir sans ces choses, ces moyens ne doivent pas être utilisés du tout, non pas pour des raisons morales, mais parce qu'ils seraient contraire à la politique de le faire. Mais lorsque, dans une certaine situation, on ne peut se passer de poison et de poignard, de mensonges et de crimes pour vaincre l'adversaire, s'il s'agit vraiment d'être ou de ne pas être, alors un homme d'Etat n'est digne de ce nom qu'en utilisant ces moyens, peu importe qu'il soit cynique nihiliste ou personne réalisant «le sacrifice royal de son âme» à l'Etat. Voilà le sens de la parole de Machiavel, selon laquelle un homme d'Etat doit aussi être capable d'agir mal.

Max Weber

Peu après la Première Guerre mondiale et au début de la République de Weimar, le sociologue allemand *Max Weber* a écrit un article intitulé «La politique comme profession». Dans ce document, Weber distingue trois types de règles dans un Etat: les règles traditionnelles (celles d'un chef d'union tribale), les règles charismatiques (celles des démagogues; aujourd'hui, on dirait des populistes) et les règles bureaucratiques fondées sur la légalité (constitution et lois) dans une société moderne. Pour son époque, il a diagnostiqué la percée de la règle bureaucratique. Les hommes politiques, dans cette forme de gouvernement, doivent se caractériser par leur passion pour la cause, le sens des obligations et une juste vision des actions mesurées. Max Weber a décrit la vanité comme étant la plus grande faiblesse des politiciens.

Et où en sommes-nous aujourd'hui, 100 ans plus tard?



Le président des Etats-Unis, Donald Trump, ... et les médias. (photo keystone)

Enseignement pratique du FEM

Le *Forum économique mondial* (FEM) de Davos de cette année a permis de tirer des enseignements pour y répondre. Il convient de distinguer trois personnes «politiquement» importantes qui ont fait les gros titres: l'inspiratrice des «Fridays for Future» *Greta Thunberg*, la présidente de la Commission européenne *Ursula von der Leyen* et le président américain *Donald Trump*. Tous trois ont prononcé des discours d'ouverture au FEM de cette année. Ursula von der Leyen en a prononcé un à deux reprises.

Sujet central: «le changement climatique»

Un sujet central du FEM de cette année et de son 50^e anniversaire était la politique climatique. A l'approche de l'événement de cette année, le fondateur du FEM, *Klaus Schwab*, avait appelé les entreprises et les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour rendre leurs pays climatiquement neutres d'ici 2050. Le FEM lui-même a voulu lancer une initiative pour planter un trillion d'arbres dans les années à venir. Bien qu'il ne veuille pas «être instrumentalisé par Greta», M. Schwab a déclaré dans une interview accordée à la «*Neue Zürcher Zeitung*» le 20 janvier 2020, que *Greta Thunberg* était «une jeune femme impressionnante». Le FEM lui-même est «l'une des conférences les plus durables». M. Schwab a également affirmé: «Bien que nous n'ayons aucune influence sur les décisions des participants à se déplacer en avion privé, nous compensons toutes les émissions de CO₂. Malheureusement, il n'a pas été demandé à *Klaus Schwab* si cela avait l'air pratique.

Greta Thunberg

La jeune *Greta Thunberg*, 17 ans, était l'une des stars des médias à Davos. Si vous saisissez les termes «Thunberg», «FEM» et «Davos» dans *Google News*, vous obtenez 4 280 000 entrées (au 21 janvier 2020). Quelles sont les paroles de *Greta Thunberg* à Davos? On pouvait y lire: «Dans son discours au Forum économique mondial de Davos, *Greta Thunberg* s'est montrée extrêmement dure envers son public, composé de représentants de haut niveau de la politique et des affaires. Les mesures prises jusqu'à présent pour lutter contre le changement climatique sont toutes sauf efficaces, a-t-elle déclaré. En outre, elle a été une fois de plus stupéfaite par l'attitude des principaux responsables politiques face au réchauffement climatique. Les conclusions dans ce contexte devraient faire paniquer tout le monde, estime *Greta*. Mais les dirigeants du monde ne sont pas intéressés. Elle a ensuite accusé les dirigeants d'échec collectif: «Gauche, droite, centre – tout le monde a échoué», a-t-elle critiqué. Le même rapport¹ poursuit en disant: «Et aussi le président américain *Donald Trump* en particulier a ressenti la frustration de *Greta* face à la situation actuelle. Auparavant, M. Trump avait affirmé dans son discours que l'optimisme était de mise en ce qui concerne les questions environnementales. *Greta Thunberg* a par la suite accusé le président de 73 ans d'inaction. Cela est-il vraiment «impressionnant»?

Ursula von der Leyen

La présidente de la Commission européenne *Ursula von der Leyen* était loin derrière les stars des médias. Même après son deuxième discours au FEM, le 22 janvier, elle avait un peu moins de 74 000 entrées dans *Google News* et les mots de recherche «von der Leyen», «FEM» et «Davos» (au 23 janvier 2020). A l'exception de quelques hymnes médiatiques, la rumeur a manifestement circulé que la présidente de la Commission européenne a trop parlé d'un «Green Deal» et a promis la neutralité climatique pour l'UE d'ici 2050. L'annonce qu'un trillion (ou trois trillions) d'euros seraient mis à disposition au cours des dix prochaines années s'est révélée être un gros bluff, à tel point que même la «*Frankfurter Allgemeine Zeitung*», que *Leyen* privilégie par ailleurs, a publié le 15 janvier 2020 le titre «Green Deal: une promesse vide». Le titre se lit comme suit: «100 milliards [par an] pour la protection du climat? Seuls 7,5 milliards d'euros de ce montant sont nouveaux. La présidente de la Commission européenne, *Ursula von der Leyen*, a vendu au public plus de protection du climat qu'elle ne peut en fournir». Trop vite, la présidente de la Commission européenne a voulu présenter des succès. Mais le document contenant des chiffres concrets présenté par la Commission européenne le 14 janvier 2020 n'a pu convaincre qu'un petit nombre. Les voix critiques sur un changement structurel radical associé aux plans de Mme von der Leyen (la «*Frankfurter Allgemeine Zeitung*» parle d'un «changement structurel sans précédent»), ont augmenté très fortement ces dernières semaines.

Donald Trump

Le président américain a également été le bouc émissaire à Davos. Néanmoins, tout le monde voulait le rencontrer. Trump n'a pas ménagé ses superlatifs pour souligner les succès de sa politique, notamment en ce qui concerne la reprise économique aux Etats-Unis. En ce qui concerne la politique climatique, il a fait référence à l'excellent air des Etats-Unis, aux possibilités offertes par le progrès technologique et a appelé à plus d'optimisme. Puis il a ajouté: «Lors du Forum économique mondial de Davos, le président américain *Donald Trump* a critiqué des militants écologistes tels que *Greta Thunberg*. M. Trump a déclaré dans son discours d'ouverture à la station de ski suisse de Davos: «Nous devons rejeter les éternels prophètes de malheur et leurs prédictions

Le spectacle fait un triomphe

«Le FEM a toujours été le triomphe du spectacle sur le fond. [...] Là où il suffisait autrefois de gagner de l'argent, on exige aujourd'hui une plus-value sociale et écologique. Quiconque est confronté aux exigences contradictoires des sociétés occidentales hypocrites ne peut éviter de couvrir ses propres faiblesses avec de la publicité. Le FEM est la scène idéale pour cela; chacun peut y réciter son monologue. Le principe suprême est la parfaite expression de soi [...]»

Editorial dans la «*Neuen Zürcher Zeitung*» (25/01/20)

de l'apocalypse».² Les partisans de la théorie de la catastrophe climatique n'ont guère aimé entendre cela. Cependant, si l'on saisit les termes «Trump», «FEM» et «Davos» dans *Google News*, on arrive à 19 400 000 entrées (au 21 janvier 2020). Après tout, presque cinq fois plus que *Greta Thunberg*.

Les images projetées par les médias ...

Alors comment ces trois personnes politiquement importantes peuvent-elles être classées dans les théories bien connues sur les hommes politiques? Cela vaut la peine d'y réfléchir. Cependant, ni *Aristote*, ni *Nicolas Machiavel*, ni *Max Weber* ne pouvaient connaître l'ampleur actuelle des images politiques véhiculées par les médias ni l'ampleur de l'instrumentalisation des médias par la politique. Que savons-nous encore sur les objectifs réels, le travail réel et les conséquences réelles de la politique? L'écart entre la «présentation» et la réalité est devenu important. La propagande domine.

... et le manque d'éthique politique

Greta Thunberg, *Ursula von der Leyen* et aussi *Donald Trump* se mettent en scène. C'est un élément essentiel de la politique actuelle et cela favorise la vanité. La crédibilité et la confiance doivent en souffrir. La solution proposée consistant à ne pas trop regarder les politiciens, mais à vivre plus directement la démocratie, peut être un élément très important pour plus de liberté et de démocratie. La démocratie directe peut même améliorer le comportement des politiciens. «Ayez le courage d'utiliser votre propre intellect» – le principe directeur d'*Emmanuel Kant* n'est pas moins important aujourd'hui qu'il ne l'était il y a plus de 200 ans. Mais une nouvelle culture politique et un retour à l'éthique politique sont également nécessaires dans les fonctions politiques. *Machiavel* ne peut être une perspective, même si les temps actuels ressemblent à bien des égards à l'Italie de l'époque de *Machiavel*. Mais la référence d'*Aristote* à l'orientation des politiciens vers le bien commun et la référence de *Weber* à la passion pour la cause, au sens des responsabilités et au détachement de la juste vision des actions mesurées sont encore de bons points de référence aujourd'hui. •

¹ <https://www.merkur.de/politik/donald-trump-greta-thunberg-davos-angela-merkel-weltwirtschaftsforum-gipfel-klimaschweiz-usa-klimaschutz-rede-zr-13453636.html>

² <https://www.swr.de/swraktuell/Thunberg-beim-Weltwirtschaftsforum-in-Davos-Auf-die-Stimme-der-Wissenschaft-hoeren,wef-davos-100.html>

Accord-cadre Suisse-UE

Regard sur le Forum économique mondial

ds. L'UE réclame depuis longtemps un accord-cadre avec la Suisse afin de donner une nouvelle base aux relations bilatérales. Si l'on suit maintenant la couverture médiatique suisse de la rencontre entre le Conseil fédéral et la nouvelle présidente de la Commission européenne à Davos, l'attitude de soumission fait particulièrement réfléchir. Parfois, on a l'impression qu'il s'agit d'une relation grand-frère-sujet.

Ce que l'UE attend de la Suisse est diffusé sans critique: Du point de vue de l'UE, la Suisse doit se soumettre aux mêmes règles que les Etats membres si elle veut garantir

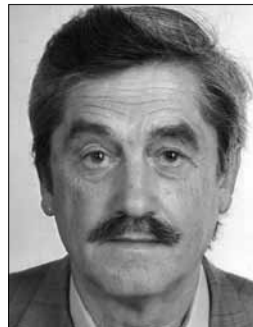
l'accès au marché existant. («*Neue Zürcher Zeitung*» 21/01/20)

Au lieu de s'indigner, on s'interroge sur la volonté de compromis de l'UE et on craint que l'UE ne perde patience avec la Suisse. Or, Bruxelles a apparemment concédé à Davos de ne pas faire d'autres demandes jusqu'à la votation du 17 mai 2020 sur l'initiative de limitation (IDL). Mais après le vote, c'est à la Suisse d'aller de l'avant. («*Neue Zürcher Zeitung*» 24/01/20). Alors commence un marchandage.

C'est en vain que l'on cherche dans nos médias des plaintes sur la perte de démocratie et de souveraineté avec un tel traité. •

Les USA contre la Chine: les plans des Américains

par Wolfgang Effenberger*



Wolfgang Effenberger
(photo mad)

Dès sa première année de mandat – le 13 novembre 2009 – le président américain *Barak Obama* s'est décrit comme le «premier président du Pacifique» des Etats-Unis dans un discours liminaire prononcé devant ses alliés du Pacifique à Tokyo, car «l'histoire de l'Amérique et de la région Asie-Pacifique n'a jamais été aussi étroitement liée». Dans le même temps, il a préconisé un engagement plus fort dans les pays asiatiques et revendiqué le droit des Etats-Unis au leadership mondial.

Début octobre 2011, *Hillary Clinton*, à l'époque Secrétaire d'Etat américaine, a présenté la nouvelle politique étrangère de son «premier président du Pacifique» comme un «tournant vers l'Asie»: «L'avenir de la politique sera déterminé en Asie et non en Afghanistan ou en Irak, et les Etats-Unis seront au centre de l'action», a-t-elle déclaré. Ceci impliquait immanquablement le déplacement depuis le Moyen-Orient vers l'Asie de l'axe opérationnel de l'armée américaine.

Et le 9 février 2012, à l'occasion de sa nomination à la tête du commandement américain du Pacifique, l'amiral *Samuel Locklear* s'est exprimé sans ambages devant la Commission de défense du Sénat américain: «Nous sommes une grande puissance en Asie. Les Chinois et les autres pays de la région doivent comprendre que les Etats-Unis sont prêts à y défendre leurs intérêts nationaux.»³

Le document TRADOC 525-3-1

Début octobre 2014, des officiers supérieurs et des représentants du Ministère américain de la défense ont présenté un aperçu des futurs conflits armés lors de la conférence de l'Association of the United Army (AUSA). Un nouveau document, le TRADOC 525-3-1 *Win in a complex world 2020-2040*⁴ a circulé dans le milieu des lobbyistes de l'industrie de l'armement, dont les entreprises ont présenté les derniers systèmes d'armements. Le «Training and Doctrine Command» (TRADOC) de l'armée américaine est l'un des trois commandements de l'armée de terre au niveau militaire et donc l'un des plus importants des forces armées américaines.

Cet événement a incité *Bill van Auken* et *David North* à faire paraître dans l'organe porte-parole du «Comité international de la Quatrième Internationale» (ICFI) un article enflammé: «L'armée américaine conçoit un exemple du modèle de la Troisième Guerre mondiale». Sur la base de ce document, les deux auteurs concluent qu'il en ressort des implications extrêmement menaçantes, car les forces armées placent, dans la hiérarchie du démantèlement des menaces, en premier la Russie et la Chine, en second la Corée du Nord et l'Iran et en troisième lieu, le terrorisme.

C'est avec succès que l'armée américaine, sous l'égide de son premier président «Pacifique» a réussi à déplacer massivement son potentiel vers l'Asie.

Ensuite est arrivé *Donald J. Trump*. Alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence, il a publié le livre «*Great Again*» pendant la campagne électorale de 2016. Dans le

chapitre «Politique étrangère: combattre pour la paix», il a prédit que la Chine remplacerait les Etats-Unis en tant que première économie mondiale dans les dix prochaines années, et a déclaré: «Nous avons capitulé sans nous battre. «Il y a des gens», poursuit M. Trump, «qui aimeraient bien que je ne traite pas la Chine comme notre ennemi, mais c'est pourtant exactement le cas!»⁶

Il est peu probable que cette attitude de Trump envers la Chine ait échappé au président chinois *Xi Jinping*. Le jour où Xi a été élu, Trump l'a félicité et a exprimé l'espoir d'une coopération «dans le respect et sans confrontation».⁷

«L'essor de la Chine est une épine dans le pied des Etats-Unis»

Mais l'essor de la Chine est une épine dans le pied des Etats-Unis. Après la catastrophe en Libye, la Chine a commencé, par des actions en coulisses, à déjouer avec succès l'intervention américaine et ses plans pour renverser le régime en Syrie et au Venezuela.

A l'insu de l'opinion publique occidentale, le dragon chinois a fait un énorme bond en avant au cours des dernières décennies, sur le plan technologique, économique, mais également en termes de prospérité.

Dans son livre paru en 2017 «Vers la guerre. L'Amérique et la Chine peuvent-elles échapper au piège de Thucydide?», le politologue *Graham Allison* développe la thèse selon laquelle la Chine se trouve aujourd'hui dans le rôle de l'Allemagne, la grande puissance européenne en pleine ascension au début du XXe siècle. La place représentée aujourd'hui par les Etats-Unis, était celle de la Grande-Bretagne auparavant quand elle était la grande puissance navale au niveau mondial. Le piège de Thucydide décrit un processus apparemment récurrent dans l'histoire du déclin d'une grande puissance et de la montée d'une puissance secondaire, processus aboutissant fréquemment à la guerre. *Wang Yi*, Conseiller d'état et ministre chinois des affaires étrangères, a fait allusion à ce fameux «Piège de Thucydide» lorsqu'ils ont déclaré en 2017 que: «La Chine est assurée de

	1989	2019
USA	22	15
Allemagne	6	3
Chine	3	18

Parts du pourcentage du PIB mondial⁸

pouvoir éviter – en améliorant le dialogue et la coordination avec sa contrepartie américaine – que ne se reproduise ce précédent historique.⁹

M. Wang considère la coopération internationale – l'Organisation de coopération de Shanghai, les pays membres de la BRICS et le projet de la nouvelle route de la soie «One belt, one road» – comme le seul choix possible. Dans un monde interconnecté, les intérêts des puissances émergentes et ceux des puissances déjà établies doivent être harmonisés de manière à satisfaire toutes les parties. Selon Wang, l'entrée en conflit ne pourrait déboucher que sur une situation perdant-perdant. L'Allemagne et la Grande-Bretagne en ont fait la redoutable démonstration à l'issue de la Première Guerre mondiale.

Mais les Etats-Unis – lourdement endettés envers la Chine – accepteront-ils cette concurrence sans problème?

Quels sont les objectifs de la politique chinoise du gouvernement Trump?

Dix ans après le discours d'Obama et quatre ans après la parution du document stratégique TRADOC, l'administration Trump semble déterminée à «vaincre la Chine dans la bataille pour la suprématie économique, technologique et militaire mondiale».¹⁰

On a comme d'habitude ressorti le vieil arsenal d'argumentaires: agitation et propagande, sanctions, déstabilisation de divers pays riverains de la Chine par des groupes terroristes islamiques (tels que *Daech*, successeur du groupe terroriste *Al-Qaïda* inspiré par les Etats-Unis), zizanie dans le détroit de Taïwan ainsi qu'à la frontière occidentale de la Chine. Sans oublier les émeutes à Hong Kong. Tout

cela en accord avec le document TRADOC de 1994, qui définit le rôle des forces américaines pour le 21ème siècle, un siècle de guerre mondiale d'idéologies opposées. On est là en pleine ère dynamique, dans un «monde en transition» – un doux euphémisme pour désigner de sanglants conflits. On a récemment introduit la consigne d'«Operation Other Than War» (OOTW).¹¹ Avec l'aide du soutien civil, des opérations de paix, des secours en cas de catastrophe, etc., on met en place des structures et on prépare le terrain ouvrant sur le conflit.

Hongkong, les Ouïgours, etc.

Alors que dans l'est de la Chine, à Hong Kong, des activistes encagoulés bloquent les routes, lancent des pavés et des engins incendiaires, dans l'ouest de la Chine – dans la province du Xinjiang – les Ouïgours, un peuple à prédominance turque sunnite, sont poussés à s'opposer à Pékin. Dans leur combat contre le terrorisme, les Etats-Unis avaient capturé 22 Ouïgours et les avaient emprisonnés à Guantánamo. C'est alors que Washington a pris la mesure du potentiel révolutionnaire des Ouïgours et a commencé à trouver des pays d'accueil pour ces prisonniers. Cinq d'entre eux ont trouvé asile en Albanie, et les 17 restants devaient être accueillis par la République Fédérale, qui a finalement été écartée. En revanche c'est à Munich que s'est rassemblée la plus grande communauté ouïgoure en dehors du Xinjiang, grâce à un employé ouïgour de la station de radio américaine Radio Free Europe.¹²

L'importance du potentiel révolutionnaire ouïgour est une fois de plus mise en évidence en Afghanistan. Depuis le nord-est de l'Afghanistan, le corridor du Wakhan – une bande de terre de 300 kilomètres de long au pied des montagnes du Pamir – s'étend vers l'est dans la partie sud du Xinjiang. Ce corridor d'importance stratégique doit rester ouvert aux visées des Etats-Unis – c'est également pour cette raison qu'il n'y a pas non plus de retrait américain d'Afghanistan. Depuis 2002, des soldats allemands patrouillent dans le couloir – il n'y a pas de terme final en perspective.

Depuis des semaines, les principaux médias occidentaux – du «*New York Times*» au *Tagesschau* – orchestrent la souffrance des Ouïgours: «Fuites au sujet des camps ouïgours «Pas de pitié»» (*Tagesschau*) et le «*New York Times*» dénonce le système du goulag chinois, et la «guerre populaire» de Pékin contre les Ouïgours (*Spiegel*). La campagne de propagande contre la Chine bat son plein. Il semble qu'il n'y ait plus qu'un petit pas à franchir avant l'accusation de génocide.

Dans l'ouest de la Chine, la vision du monde de la Chine et de son voisin la Russie se heurte à celle des Etats-Unis et de ses alliés, essentiellement occidentaux. Pour *Willy Wimmer*, la désintégration de l'Union soviétique «ne doit pas conduire à des guerres sans fin en Asie centrale de part et d'autre des montagnes du Tien Shan. De là vient la coopération de Shanghai, basée sur le modèle de la CSCE. Ce modèle européen réussi», poursuit *Willy Wimmer*, «s'est heurté en Asie à la position de sabotage des Etats-Unis. Ce n'était pas un règlement pacifique, mais la lutte en faveur des intérêts américains qui était au programme, jusqu'au dernier Ouïgour».¹³

Le rôle de la Grande-Bretagne et de l'OTAN

Les documents stratégiques appropriés ont été approuvés bien avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche. Les forces armées américaines, y compris l'ensemble des agences de renseignement américaines et d'autres agences gouvernementales, ont pu se préparer à un état de quasi-guerre prolongée, «ce qui incluait à la fois une pression économique et diplomatique accrue sur la Chine ainsi que l'implantation de forces militaires à sa périphérie».¹⁴

Depuis que l'actuel président a pris ses fonctions, ces initiatives ont dégénéré en une lutte du type de la guerre froide.

Sur l'échiquier se déplacent les pions blancs (occidentales), dont les intérêts se recoupent en partie mais divergent également.

La grande puissance en déclin, les Etats-Unis, doit faire en sorte que sa rivale, la Chine, reste à sa place alors que les repré-

sentants de l'ancien Empire britannique – et ici on parle surtout de la City – ont d'autres priorités. Ils pourraient utiliser le déclin des Etats-Unis pour faire revivre l'ancien Empire. C'est là que le Brexit prend tout son sens. La banque HSBC (Hong Kong & Shanghai Banking Cooperation Holdings) est une grande banque britannique dont le siège est à Londres – selon Forbes, elle se classe au 9ème rang des succursales et bureaux de toute la région Asie-Pacifique. En cas d'essor de la Chine, HSBC réaliserait des bénéfices importants.

Ainsi, un conflit de grande envergure en Chine ne présenterait aucun intérêt pour la City. Et alors que dans le cercle rapproché de Trump on éviterait si possible un conflit ouvert avec la Russie, par ailleurs beaucoup trop coûteux, les stratèges londoniens voient une fois de plus une opportunité d'affaiblir le continent de façon permanente par une guerre entre l'Allemagne et la Russie. Dans cette guerre, les profits seraient également importants car, grâce au Brexit, la Grande-Bretagne n'aurait pas à combattre sur le continent.

Il appartiendra maintenant aux parties en guerre de mobiliser les pays amis adéquats. En Asie, le Japon, l'Inde et le Pakistan pourraient être recrutés ou impliqués dans des conflits, tandis qu'en Europe, les Etats baltes et la Pologne devraient être mobilisés pour une guerre contre la Russie. Le chef de l'Etat français considère l'OTAN comme en état de mort cérébrale. Il a probablement tort. Les structures de commandement de l'OTAN s'arrêtent au Pentagone. Ce serait une grave erreur de sous-estimer le potentiel militaire des Etats-Unis et leur capacité à exercer une influence (voir Mайдан). L'Union Européenne, en revanche, est probablement en état de mort cérébrale.

Le nouvel état-major est fermement intégré dans les réseaux transatlantiques et instrumentaliserait l'Union Européenne dans l'intérêt des Etats-Unis. •

¹ «Obama umwirbt Asiens Staaten» (*Obama courtise les pays asiatiques*) sous www.spiegel.de/politik/ausland/us-praesident-in-tokioobama-umwirbt-asiens-staaten-a-661256.html

² Clinton, Hillary. *America's Pacific Century* du 11/10/11 sous <https://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>

³ Nominations Before The Senate Armed Services Committee, Second Session, 112th Congress www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-112shrg80073/html/CHRG-112shrg80073.htm

⁴ www.tradoc.army.mil/tpubs/pams/tp525-3-1.pdf du 07/10/14 [18/10/14]

⁵ www.wsws.org/de/articles/2014/10/15/pers-o15.html du 15/10/14 [18/10/14]

⁶ Trump, Donald J. *Great Again! Wie ich Amerika retten werde. (Great again! Comment je vais sauver l'Amérique)* Kulmbach 2016, p. 60

⁷ Gehen China und USA auf Konfrontation? (*La Chine et les USA vont-ils vers la confrontation?*). Sous www.hintergrund.de/politik/welt/gehen-china-und-usa-auf-konfrontation/

⁸ Achten, Peter. *China als Supermacht. Die Falle des Thukydides. (La Chine, superpuissance. Le cas Thucydide)* du 20/01/19 sous www.cash.ch/news/politik/china-als-supermacht-die-falle-des-thukydides-1266222

⁹ d'après Achten, Peter. *China als Supermacht. Die Falle des Thukydides («La Chine, superpuissance. Le cas Thucydide»)*

¹⁰ Klare, Michael T. *Krieg mit China? Er hat schon begonnen. (La guerre avec la Chine? Elle a déjà commencé)* avril 2019 sous <https://www.zeitschrift-luxemburg.de/krieg-mit-china/>

¹¹ OOTW: Military activities during peacetime and conflict that do not necessarily involve armed clashes between two organized forces» (*OOTW: Activités militaires en temps de paix, n'entraînant pas nécessairement des incidents armés entre deux forces organisées*) TRADOC PAMPHLET 525-5, FORCE XXI, Operations, «A Concept for the Evolution of Full-Dimensional Operations for the Strategic Army of the Early Twenty-First Century» (*Un concept pour l'évolution d'opérations d'envergure pour l'armée stratégique du début du 21ème siècle*) du 01/08/94

¹² Effenberger, Wolfgang. *Das amerikanische Jahrhundert – Teil 2 Wiederkehr des Geo-Imperialismus? (Le siècle américain – 2ème partie Le retour du géo-impérialisme)* Norderstedt 2011, p. 205/206

¹³ Wimmer, Willy. *Die Deutschen an die Front. (Les Allemands au front)* du 18/11/19 sous <https://de.sputniknews.com/kommentare/20191118326002987-deutschland-militarismus-kommentar/>

¹⁴ Klare, Michael T. *Krieg mit China? Er hat schon begonnen*, avril 2019 sous <https://www.zeitschrift-luxemburg.de/krieg-mit-china/>

* Wolfgang Effenberger, né en 1946, est publiciste et auteur de livres, dont «Wiederkehr der Hasardeure. Schattenstrategen, Kriegstreiber, stille Profiteure 1914 und heute». (Le retour des risque-tout. Stratèges de l'ombre, fauteurs de guerre, profiteurs de 1914 et d'aujourd'hui) (en collaboration avec Willy Wimmer), 2014 (ISBN 978-3-943007-07-7), «Geo-Imperialism. Die Zerstörung der Welt» (Géo-impérialisme. La destruction du monde), 2016 (ISBN 978-3-86445-323-6), «Europas Verhängnis 14/18. Die Herren des Geldes greifen zur Weltmacht», 2018 (ISBN 978-3-943007-19-0), «Le malheur de l'Europe 14/18. Les barons de l'argent s'emparent du pouvoir mondial», 2018 (ISBN 978-3-943007-19-0), «Europas Verhängnis 14/18. Kritische angloamerikanische Stimmen zur Geschichte des Ersten Weltkriegs» (Le malheur de l'Europe 14/18. Des voix anglo-américaines critiques sur l'histoire de la Première guerre mondiale), 2018 (ISBN 978-3-943007-20-6) und «Europas Verhängnis 14/18. Revolution, Räteirren und Versailles» (Le malheur de l'Europe en 14/18. th Révolution, Confusions au Conseil et Versailles), 2019 (ISBN 978-3-943007-24-4)

Vidéos et e-mails génèrent des tonnes de CO2

La numérisation excessive engendre des quantités d'énergie considérables

par Yohan Blavignat

Chaque jour, les vidéos en ligne remplacent davantage les DVD, les virements prennent la place des chèques, ou les lettres prennent la forme d'e-mails. Bien qu'invisible, l'impact de la dématérialisation sur la planète est considérable. «Le Figaro» décrypte les chiffres fous de la «pollution numérique», et évoque quelques pistes pour la limiter.

Elle est désormais partout. Chaque jour, des milliards de personnes à travers le globe en usent sans même s'en rendre compte. La dématérialisation est dans nos téléphones, nos cartes magnétiques en tout genre, nos ordinateurs, nos montres et même, parfois, nos vêtements. Ce concept est aussi devenu un argument de vente en ce sens qu'il protégerait l'environnement. C'est ce point de vue qu'a fièrement défendu la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, à l'occasion du lancement début juin de la carte magnétique Navigo Easy qui remplace les tickets de métro papier, jugés d'«un autre siècle» en raison de la pollution qu'ils engendrent. Chaque année, ce sont en effet 500 millions de titres qui sont jetés par terre. Mais le choix de la dématérialisation – et donc du développement du numérique – est-il réellement la solution à la crise environnementale qui secoue la planète?

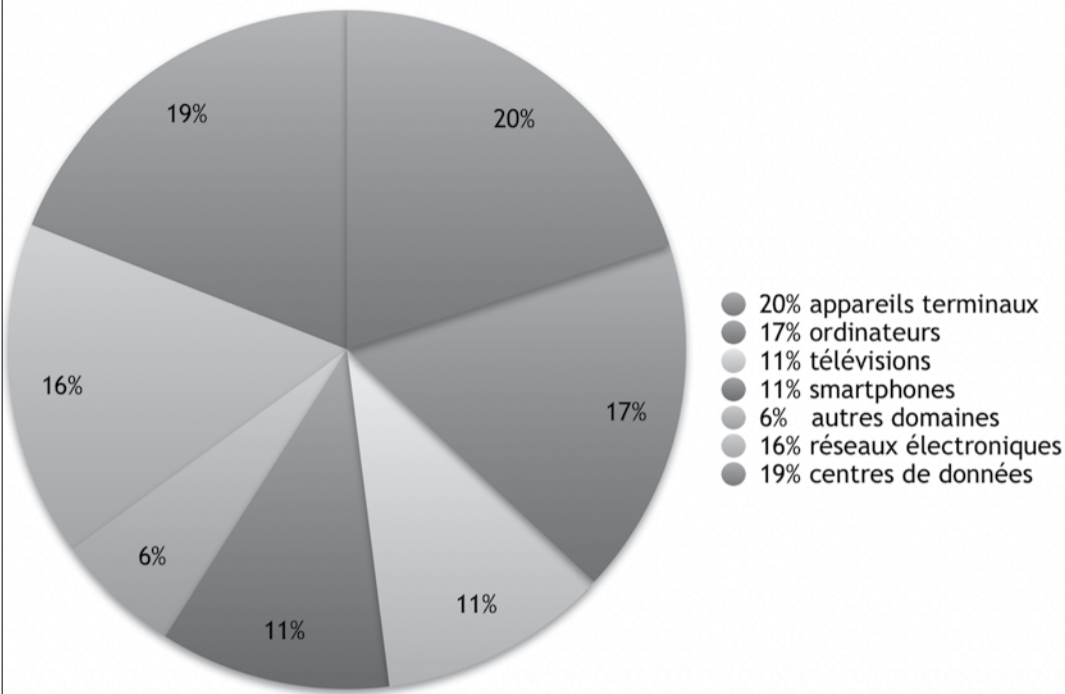
Dans l'esprit collectif, la dématérialisation est un concept assez simple. Elle consiste à transformer tous les documents en format papier vers une version numérique. «Rendre immatériel quelque chose, le dépouiller de sa matière concrète», définit le Larousse. Pour ce faire, rien de plus simple en théorie: on scanne la paperasse, on télécharge des films ou de la musique, on composte notre carte de métro dans une borne électronique, etc. Et nous devons faire confiance aux dispositifs de stockage pour sauvegarder ces données numérisées. L'objectif est donc de limiter la consommation de papier ou du plastique. Désormais, on n'envoie plus – ou très peu – de lettres. Nous préférons les e-mails. Nous ne faisons presque plus de chèque, nous procédons par virement. Nous n'achetons plus de DVD ou de CD, nous téléchargeons ou regardons en streaming. Au point que nos modes de consommation ont évolué à un rythme effréné ces dernières années pour se focaliser sur le numérique.

Des chiffres alarmants

Or, si la dématérialisation promet la suppression progressive du papier, le développement à outrance du numérique consomme une quantité considérable d'énergie. Selon le rapport *Pour une société numérique* publié en octobre 2018 et rédigé par le think tank spécialisé dans la transition énergétique The Shift Project, la croissance ultra-rapide du numérique conduit à un bilan «alarmant», et représente un risque pour le climat et les ressources naturelles. Les auteurs observent ainsi que «le risque de voir se réaliser un scénario dans lequel des investissements de plus en plus massifs dans le numérique aboutiraient à une augmentation nette de l'empreinte environnementale des secteurs numérisés est [...] bien réel». «La transition numérique telle qu'elle est actuellement mise en œuvre participe au dérèglement climatique plus qu'elle n'aide à le prévenir», alertent encore les experts. Des conclusions qui rejoignent les préconisations du livre blanc «Numérique et environnement» publié en mars 2018 par l'Id-dri, la Fing, WWF et GreenIT.fr.

L'explosion du numérique, et tous ses usages dans notre quotidien, menace à terme notre planète. Même si les énergies fossiles représentent 80% de la consommation énergétique mondiale, leurs parts tendent à diminuer au profit du numérique. Ainsi, la consommation énergétique du numérique dans le monde augmente de près de 9% par an, s'alarment les experts. Pis, la part du numérique dans les émissions de gaz à effet de serre a augmenté de près de moitié depuis 2013, passant de 2,5 à 4% du total des émissions mondiales, soit davantage que le transport aérien civil. Cette part pourrait doubler d'ici 2025 pour rejoindre la part actuelle des émissions émises par les voitures. Et le développement technologique

Répartition de la consommation d'énergie de la technologie numérique



ne fait qu'augmenter ce phénomène. La production de l'iPhone 6, qui permet de stocker davantage de données que ses prédécesseurs, génère près de 4 fois plus de gaz à effet de serre que l'iPhone 3GS. D'autant que, selon les prévisions, le nombre de smartphones passera de 1,7 milliard en 2013 à 5,8 milliards en 2020. Soit une croissance de 11% par an.

Un autre geste quotidien a un impact négatif considérable sur l'environnement. S'il semble anodin au premier abord, l'envoi de mails s'avère très énergivore. Selon un rapport du Radicati Group, quelque 225 milliards de courriers électroniques sont envoyés chaque jour. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) a estimé que chaque Français salarié reçoit en moyenne 58 e-mails professionnels par jour, et en envoie 33. L'envoi de ces 33 courriels, accompagnés de pièces jointes de 1Mo à deux destinataires génère, selon l'agence, des émissions annuelles équivalentes à 180 kg de CO2, soit autant que 1000 km parcourus en voiture. Selon ce calcul, les e-mails d'une entreprise de 100 personnes émettraient ainsi chaque année 18 tonnes de gaz à effet de serre, soit l'équivalent de 18 allers-retours Paris-New York. Ces émissions proviennent, selon l'Ademe, de «la consommation électrique de votre ordinateur» mais surtout de «l'électricité consommée par les équipements informatiques et annexes des data centers (comme la climatisation des locaux)». Plus de 4000 de ces centres de stockage sont répertoriés dans le monde, dont 141 en France, d'après le site Data Center Map. Globalement, ils engloutissent à eux seuls près

de 30 milliards de watts chaque année, soit 4% de la consommation énergétique mondiale.

La vidéo en ligne pointée du doigt

Mais l'un des véritables dangers pour l'environnement est le visionnage de vidéos en ligne (aussi appelé «streaming»). Une pollution invisible et indécible qui générerait 300 millions de tonnes de CO2 chaque année, soit autant de gaz à effet de serre que l'Espagne, ou près de 1% des émissions mondiales, alerte un rapport de The Shift Project publié ce jeudi 11 juillet. Stockée dans des centres de données, la vidéo est acheminée jusqu'à nos terminaux ordinateurs, smartphones, Télévisions connectées, etc. par les réseaux (câbles, fibre optique, modems, antennes de réseaux mobiles, etc.): tous ces processus nécessitent de l'électricité, dont la production consomme des ressources, et émet le plus souvent du CO2. Ceux qui croyaient que la fin des DVD et des VHS au profit des vidéos en ligne, perdues dans le flot de données et le «nuage» numérique, aurait un impact positif sur l'environnement déchantent.

Autre élément troublant: 10 heures de film haute définition représentent davantage de données que l'intégralité des articles en anglais de Wikipédia (plus de deux millions). Dans le détail, les vidéos pornographiques représentent 27% de tout le trafic vidéo en ligne dans le monde. En 2018, elles ont généré à elles seules plus de 80 millions de tonnes de CO2, soit l'équivalent de l'habitat en France. Par ailleurs, les émissions de gaz à effet de serre des services de vidéo à la

demande (Netflix, Amazon Prime...) équivalent à celles d'un pays comme le Chili.

Notre consommation numérique est «insoutenable», à long terme, pour Hugues Ferreboeuf, chef de projet du groupe de travail «Lean ICT» pour The Shift Project, qui prône la mise en œuvre d'une «sobriété numérique» pour réduire l'impact du réchauffement climatique. «Ce rapport montre que l'essentiel des vidéos constituant 80% du trafic internet sont consommées à titre de divertissement ou de publicité. Un constat qui, face à l'urgence climatique, devrait nous convaincre que remettre en cause nos comportements numériques est non seulement souhaitable, mais possible», indique-t-il au «Figaro».

Comment «verdier» le numérique?

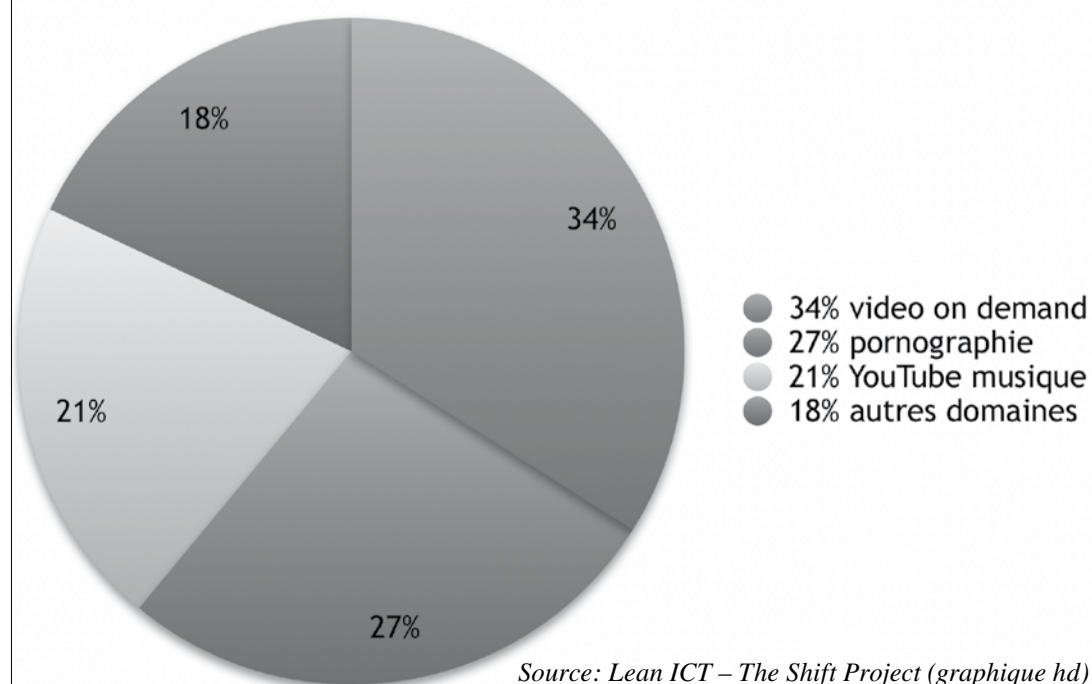
Pour diminuer l'empreinte carbone de la dématérialisation, des changements radicaux dans nos modes de vie sont nécessaires. Hugues Ferreboeuf, du think tank The Shift Project, appelle ainsi à une «sobriété numérique» qui vise à «rendre le système numérique résilient». Pour ce faire, il prône un renouvellement des équipements moins régulier: «On peut parfaitement changer nos smartphones tous les 3 ans, au lieu de chaque année». Mais aussi moins regarder de vidéos, ou davantage les sélectionner. «À titre individuel, il faut être numériquement sobre dans sa consommation de vidéo en ligne. Cela consiste à utiliser la plus faible résolution possible, de diminuer sa consommation ou de sélectionner davantage ce que l'on regarde», détaille-t-il.

Du point de vue institutionnel, les opérateurs télécoms pourraient «intégrer un compteur carbone numérique à leurs box», poursuit-il, «dans le but de calculer en temps réel l'empreinte carbone de chaque utilisateur». «Avant, on avait un temps limité d'accès à internet dans nos forfaits. Mais aujourd'hui, c'est de l'illimité parce qu'il y a une vraie concurrence entre les opérateurs. Or, c'est humain, plus on peut aller sur Internet et regarder des vidéos, plus on y va». Du côté des pouvoirs publics, Hugues Ferreboeuf réclame la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, comme cela se fait pour le tabac. «Selon moi, il faut repenser complètement les modalités d'utilisation d'Internet en intégrant pleinement les enjeux environnementaux».

Car le problème de l'impact du numérique sur l'environnement ne cessera pas sans volonté politique. Le numérique ne cesse de progresser, et les objets connectés se multiplient. «Demain, si un million de voitures autonomes sont en circulation dans le monde, on multipliera par deux le volume du trafic de données sur Internet. C'est considérable», s'exclame Hugues Ferreboeuf, qui s'interroge: «À quel point peut-on faire passer le confort et le loisir avant l'avenir de la planète?». Chacun devra, à l'avenir, en prendre pleinement conscience. •

Source : © Yohan Blavignat/Le Figaro du 12/07/2019

Consommation de contenus en ligne



Source: Lean ICT – The Shift Project (graphique hd)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2020 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Démocratie plus directe en Allemagne (part 5)

L'importance de la personnalité lors de l'engagement public

par Christian Fischer, Cologne

Dans les quatre parties précédentes de cette série, des questions structurelles et institutionnelles ont été présentées, mettant en évidence la manière dont notre Etat est organisé et ce qui peut être organisé plus directement et démocratiquement en différents endroits. Parallèlement, mais non indépendamment, c'est le niveau de la vie quotidienne en dehors du monde institutionnel. Cela n'a-t-il rien à voir avec la démocratie et avec une vie solidaire au sein de la communauté humaine? C'est ce dont traite la cinquième partie de cette série.

Même dans les Etats autoritaires, les gens peuvent vivre sur un pied d'égalité en dehors de l'action de l'Etat. De l'autre côté, même dans une démocratie, les gens peuvent «oublier» leur égalité et ainsi vider les institutions démocratiques de leur sens ou les ouvrir aux fraudeurs. La vigilance et l'activité des citoyens sont toujours l'épreuve décisive de la maturité démocratique. Cela ne veut pas dire que les institutions démocratiques ne sont pas importantes, mais au contraire que nous devons reconnaître leur valeur et les utiliser, en les améliorant si nécessaire. Les institutions seules ne peuvent ni garantir ni empêcher la vie démocratique. Les institutions peuvent entraver ou promouvoir la démocratie, pas plus, mais aussi pas moins.

Vue d'une démocratie vivante à l'exemple d'un être humain

Cette vision «officiuse» de la démocratie vivante sera illustrée par l'exemple d'une personne dont j'ai pu accompagner les activités pendant un certain temps, il y a près de 40 ans. Werner Böwing (1928-2016) a été syndicaliste à plein temps de 30 à 60 ans. J'ai appris à le connaître quand j'étais moi-même un jeune professionnel et un membre d'un syndicat. Récemment, par hasard, j'ai de nouveau rencontré un collègue commun de cette époque. Au cours de la conversation, il m'a demandé, entre autres choses: «Connaissez-vous vraiment le livre que Werner a écrit plus tard (1997)?» Non, je ne le savais pas. Le collègue me l'a prêté. C'est une autobiographie sans prétention, avec le titre approprié «Souvenirs de la tentative de changer la direction du vent avec une pompe à air». Le livre est une leçon pour tous ceux qui sont sérieux – sans perdre l'humour nécessaire.

Werner Böwing a grandi dans une famille qui était pauvre au début, mais dont la situation s'est ensuite un peu améliorée. Souvent, la famille a dû changer de ville pour des raisons de travail, et donc pour Werner aussi d'école. Après l'école obligatoire, Werner a commencé un apprentissage de menuisier, mais à l'âge de 16 ans (1944), il s'est senti obligé de devenir soldat volontaire. Par chance, il a survécu, mais il a aussi connu les horreurs de la guerre. À l'âge de 17 ans, il est emmené en captivité en Grande-Bretagne et reste dans des camps de travail en Écosse et en Angleterre pendant trois ans. Il décrit cette période comme presque heureuse: il a survécu, il a eu de la nourriture, il a été autorisé à travailler (dans l'agriculture), il a rencontré des gens sympathiques, surtout en Écosse. Il a appris un peu d'anglais, a essayé de comprendre, d'apprendre, de vivre. Toute sa vie, il a toujours cherché le contact avec les gens.

En 1948, il a été libéré et est revenu en Allemagne, d'abord pour sa famille qui avait survécu dans la zone d'occupation soviétique. Il a pu terminer son apprentissage et travailler comme menuisier. Politiquement, il était désormais clairement contre la guerre et critique envers les autorités. Il ne voulait plus jamais être maltraité. Il entre donc rapidement en conflit avec les autorités et s'enfuit à l'Ouest peu après la fondation de la RDA, n'ayant rien d'autre dans les mains que son certificat de corps de métier et des outils de menuisier. Il n'avait pas peur de la vie, il avait déjà trop vécu à l'âge de 21 ans.

Engagement dans les syndicats et avec les faucons

Il y avait suffisamment de travail à l'Ouest. Il est venu en Rhénanie, a travaillé sur différents chantiers, s'est engagé dans le syn-

dicat, a fondé l'organisation de jeunesse socialiste *Falken* à Bonn, où il a rencontré sa femme, avec laquelle il a rapidement fondé une famille et est resté ensemble jusqu'à la fin de sa vie. Il s'engage également auprès des *Jeunes Socialistes* et se présente à leur présidence à Wuppertal en 1957 – mais ne peut l'emporter contre un certain *Johannes Rau*. Quarante ans plus tard, ce dernier, l'actuel Premier ministre de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a écrit une préface très personnelle et digne pour le livre dont il est question ici. En 1958, Werner Böwing a été élu directeur général de l'*IG Bau Steine Erden* à Solingen et a été confirmé dans cette fonction encore et encore jusqu'à sa retraite en 1988, prise également pour des raisons de santé. Mais il n'est pas resté inactif.

Comment une personne alerte peut agir en démocratie

Il ne s'agit pas seulement de Werner Böwing, mais plutôt de l'exemple qu'il a donné d'une personne alerte, un compagnon artisan sans diplôme d'études secondaires et ayant suivi une année de formation dans une académie syndicale, dans sa façon de bouger et contribuer à façonner la démocratie, selon ses possibilités et son savoir. Il s'agit aussi de sa manière démocratique de ne pas se prendre au sérieux dans ce qu'il n'a pas pu réaliser. Un petit mémorial doit être érigé ici en l'honneur de cette personne, représentant d'innombrables citoyens engagés.

Même dans le cadre de son travail syndical à plein temps, Böwing a été assez souvent contrarié et a dû réfléchir aux compromis qu'il devait faire pour ne pas altérer ses chances en tant que représentant des intérêts des travailleurs de la construction. Une autre carrière dans le syndicat lui aurait certainement été possible s'il avait fait des compromis plus ambitieux, mais là, ses convictions de combattant pour la justice sociale et la paix (pas toujours «mainstream») étaient plus importantes pour lui et son poste à Solingen lui suffisait.

«Sa principale préoccupation était la politique de paix»

Sa principale préoccupation était le mouvement pour la Paix. Dans les années cinquante, cela signifiait: contre le réarmement – et il y attachait de l'importance dans les deux Etats allemands. Cela a également posé un problème à certains membres de ce mouvement. Au grand dam de ses supérieurs syndicaux, il participe à l'organisation des marches de Pâques. Après la création de la Bundeswehr, il s'est engagé dans la «Société allemande pour la paix» (co-fondée par *Berta von Suttner*), l'«Internationale des objecteurs de conscience» et le «Groupe des objecteurs de conscience». Il a contribué à réunir ces deux derniers groupes pour former l'*Association des objecteurs de conscience (VK)*, où il a assumé des fonctions de direction honorifiques. Il ne s'agissait pas d'accumuler des fonctions, mais d'apporter une aide pratique à des personnes qui – contrairement à l'esprit du temps – ne voulaient pas prendre les armes. Et il a organisé une aide concrète pour les déserteurs français de la guerre d'Algérie, puis pour les déserteurs américains de la guerre du Vietnam. Cela ne pouvait se faire que très silencieusement et nécessitait donc des compromis dans d'autres domaines.

Il a également été actif au niveau international pour le mouvement pour la paix et contre l'armement nucléaire. Cependant, il a pris sa retraite du comité exécutif de l'Association des objecteurs de conscience (VK) en 1968. Pourquoi? Le mouvement étudiant a commencé à infiltrer cette association pour ses propres fins, pour la politiser idéologiquement, sans s'engager davantage dans le travail d'aide concrète réalisée souvent en coulisses. Pour Werner Böwing, il s'agissait de «théoriciens» avec lesquels il ne voulait pas être associé. Après tout, il y avait suffisamment de travail à faire.

Voyages en Yougoslavie

Prenons l'exemple de la Yougoslavie. Werner Böwing se rendait en Bosnie avec sa famille

pour des vacances en camping depuis la fin des années cinquante. Malgré ses vacances, il y a noué des contacts politiques parce qu'il s'intéressait au modèle yougoslave. Il y est bientôt invité pour des conférences et organise des rencontres mutuelles pour apprendre les uns des autres. Dans son livre, il souligne, concernant la dernière guerre, qu'il n'a pas remarqué d'hostilités dans l'Etat multiethnique. «J'aurais dû le remarquer.» Mais plus tard, en 1992, il a trouvé le moyen, avec d'autres amis, d'organiser un convoi d'aide vers une île de l'Adriatique qui luttait pour un statut démilitarisé au début de la guerre – ce qui ne s'est toutefois pas produit. Il a personnellement participé à ce convoi, qui n'était pas sans danger. Lors de l'attaque allemande sur la Yougoslavie en 1999, il a quitté le SPD après un demi-siècle d'appartenance et s'est ensuite engagé dans le parti *Die Linke*, bien qu'il ait toujours eu une relation critique avec la RDA et l'Union soviétique.

Coopération avec des travailleurs danois de la construction

Il a également entretenu des contacts avec des ouvriers du bâtiment danois, qui sont nés de son travail pour la paix internationale. Chaque année, lors du week-end de l'Ascension, il organise des rencontres avec environ 40 à 60 collègues allemands et danois, alternativement en Allemagne et au Danemark, où l'échange professionnel et les rencontres humaines sont au centre des préoccupations. J'ai pu participer à plusieurs reprises à ces réunions et je me souviens avec plaisir de l'atmosphère détendue mais aussi sérieusement solidaire et de l'échange professionnel.

Ce ne sont là que deux exemples de la conviction souvent exprimée par Werner: «Tant que nous nous parlons, nous ne nous tirons pas dessus». Werner a également suivi avec intérêt le Printemps de Prague et le mouvement polonais *Solidarno*. Il a organisé une aide concrète pour les réfugiés de la dictature chilienne ainsi que pour des projets de reconstruction au Nicaragua. A Solingen, il a travaillé avec un père *Willy*, bien que lui-même peu chrétien, lorsqu'il s'est agi de trouver de l'aide pour les «sujets» respectifs pour lesquels l'autre partenaire était mieux adapté. Malgré le sérieux de ses demandes, Werner Böwing a toujours apporté avec lui assez d'humour et de ruse et m'a parfois rappelé le soldat *Schwejk*, parfois *Don Camillo*.

Courrier  des lecteurs

Dérive de la formation professionnelle

La restructuration radicale de la formation à l'Ecole professionnelle commerciale combinée avec le projet «Kaufleute 2022» pourrait porter un coup sévère à la formation professionnelle suisse (dont le succès a été mondial jusqu'à présent) si la soi-disant «orientation vers les compétences» avec «apprentissage autodirigé», comme nous le savons déjà grâce au programme d'études controversé «Lehrplan 21» [«plan d'études 21»], devait «faire tache d'huile» dans d'autres professions également.

La réforme «Kaufleute 2022» est censée préparer à l'avenir les diplômés de l'Ecole professionnelle Commerciale (EPC). La compétence professionnelle n'est plus la principale exigence. L'apprenti EPC se glisse dans le rôle d'un «médiateur agile», sous n'importe quelle forme. C'est pourquoi, au lieu des sujets classiques précédents, il devrait acquérir des «compétences d'action» diffuses telles que «agir dans des formes floues de travail et d'organisation» ou interagir dans un environnement de travail en réseau». Les enseignants d'Ecole professionnelle commerciale craignent une réduction des connaissances de base en conséquence mais ils ne peuvent pas avoir leur mot à dire dans la réforme. Plusieurs Ecoles professionnelles commerciales de Zurich les ont muselés afin qu'ils ne puissent pas critiquer le projet *Kaufleute 2022*.

En fonction de cette réforme, il serait possible aux apprentis de se dispenser des matières principales comme les finances et

En position de leader dans une coopérative de construction

Au sein de la *Solinger Spar- und Bauverein*, une coopérative de construction très active, il a occupé une position de leader et a plaidé pour le renforcement du système coopératif et une coopération plus étroite entre les syndicats et les coopératives. Il a utilisé les revenus personnels supplémentaires provenant de ces activités pour ses nombreux voyages «hors service» lorsqu'il ne les donnait pas directement pour des projets d'aide. Dans le cadre de cette fonction, et dans le contexte d'un jumelage de villes, il a également organisé l'aide à des projets de construction au Nicaragua.

«La démocratie, c'est bien, mais c'est beaucoup de travail»

Quel est le rapport avec la démocratie? En plus, avec la démocratie directe? Werner Böwing n'a pas exercé de fonctions politiques. Il a aidé des personnes à temps plein, à temps partiel et en privé, a construit et entretenu des réseaux, a facilité des réunions et des travaux éducatifs, a activé des élus politiques et professionnels, parfois avec, parfois sans succès. Il a apprécié le fait que dans notre démocratie, il est possible de se battre pour une vie digne, pour des conditions plus justes, même s'il n'y a aucune garantie de succès. Mais les choses sont plus faciles que dans les dictatures qu'il a connues. Il aurait aimé la phrase «la démocratie, c'est bien, mais c'est beaucoup de travail». Il n'aurait pas voulu de «théoriciens» qui puissent prouver que la démocratie n'est possible qu'après l'abolition du capitalisme et qu'avant cela, seule de l'information dans le sens de cette mauvaise nouvelle est nécessaire.

Là où des gens comme Werner Böwing travaillent – ils sont nombreux, regardez autour de vous ! – vit la démocratie. Elle vit d'autant mieux que les structures sont directes, c'est-à-dire que les citoyens ont plus de liberté pour participer à la vie publique. Il est donc tout aussi utile de se battre pour des structures démocratiques que pour des objectifs politiques dont le contenu ne peut pas toujours être évalué simplement «pour le peuple» ou «contre le peuple». Tout le monde ne poursuit pas les mêmes objectifs et n'est pas autorisé à le faire. Mais chacun doit avoir la possibilité de faire valoir ses préoccupations et de les promouvoir en public. Et: Il se doit aussi de le faire. •

Peter Aebersold, Zurich

«Cette fille a plus de force que six garçons réunis»

Clara Schumann à l'occasion de son 200^e anniversaire

par Winfried Pogorzelski, dr ès philosophie

A ses douze ans déjà, Clara Wieck devait déborder d'énergie autrement Johann Wolfgang von Goethe, âgé alors de 82 ans, ne l'aurait certes pas caractérisée avec les paroles formant le titre de ce texte, après l'avoir entendu lors d'un récital de piano en 1831, à Weimar. L'extraordinaire carrière de Clara Schumann en tant que pianiste, compositrice et professeur de piano, de renommée internationale, confirme pleinement le jugement de Goethe¹. En plus, elle éleva sept enfants. Lorsque son mari Robert Schumann, l'un des plus importants compositeurs de l'ère romantique, meurt en 1856, la jeune femme de 37 ans se retrouve seule, responsable de la subsistance et du bien-être de sa nombreuse famille. Clara Schumann meurt en 1896, à l'âge de 76 ans. Elle a été une musicienne exceptionnelle ayant marqué durablement la vie musicale de la seconde moitié du XIX^e siècle.

La pianiste: débuts prometteurs

L'année passée fut celle de la commémoration du 200^e anniversaire de Clara Wieck. Elle est née en 1819, à Leipzig, fille de Friedrich Wieck, professeur de piano, libraire musical et fondateur d'une manufacture de pianos, et de son épouse. Dès l'âge de cinq ans, son père ambitieux lui donne des leçons de piano, convaincu du grand avenir réservé à sa fille. Pour l'enseignant-père, l'obéissance et la discipline étaient certes les conditions préalables essentielles. Mais Wieck, à l'instar de nombreux autres à la différence de beaucoup d'autres (???), ne voyait pas l'optimum de l'éducation musicale dans la répétition impitoyable seulement, mais également dans la formation d'une compréhension approfondie face aux tonalités et aux caractères des différents accords et harmonies. Un disciple musical ne devait pas seulement répéter sans cesse, mais participer activement pour développer en lui une certaine indépendance, apprenant ainsi à improviser sur le piano de manière ludique. Afin de pouvoir se consacrer entièrement à l'apprentissage du piano, Clara, ayant dû faire face, à l'âge de quatre ans, à la séparation de ses parents, suivit un enseignement privé effectué par des précepteurs. Ce n'est pas par hasard qu'elle fut soumise à un enseignement intensif en anglais et en français car la connaissance des langues étrangères était une condition indispensable à une carrière internationale réussie, carrière que son père commença à planifier très tôt.

Ce faisant, il n'abandonnait donc rien au hasard: il veillait à ce que Clara commence à développer son propre répertoire dès l'âge de dix ans afin de pouvoir se présenter au fur et à mesure de sa carrière. À plusieurs reprises, le père et sa fille se rendaient dans les centres musicaux importants de l'Europe telles Dresde, Leipzig, Berlin, Londres, Vienne et Paris; ils réussirent à établir des contacts avec des personnes importantes de la vie musicale. Ils rencontrèrent Nicolò Paganini, Frédéric

Chopin, Felix Mendelssohn-Bartholdy et bien d'autres personnalités de la vie musicale.

Une virtuose du piano admirée dans l'Europe entière

À l'âge de onze ans, Clara Wieck donne son premier concert au Gewandhaus de Leipzig. Elle joue des œuvres de compositeurs contemporains ainsi que ses propres pièces – voilà le début de sa carrière qu'elle terminera 60 ans plus tard à Francfort. D'abord accompagnée par son père, elle commence la vie mouvementée d'une pianiste qui passe une grande partie de sa vie en tournées de concerts élaborés, principalement par pure passion, mais également pour gagner sa vie et celle de sa famille de sept enfants.

Dans les conditions de l'époque, cette vie épuisante exige tout d'elle: de longues distances à travers l'Europe à parcourir calèche; des hébergements laissant souvent à désirer autant que l'état des instruments mis à sa disposition. Tout cela s'effectue face à une concurrence incessante: «Virtuose-serre» et «Virtuose en miniatures», comme les critiques les dénomment, hantent les salles de concert; il n'est pas rare que le public se montre désemparé, ignorant, impitoyable. Les contacts importants pour l'avenir doivent se nouer et se cultiver, le travail de propagande publique sur place ainsi que l'organisation des concerts sont entièrement à l'initiative des interprètes eux-mêmes. À dix-huit ans, Clara Wieck attire déjà l'attention internationale; elle s'émancipe

«Clara Schumann a été décorée de la Grande Médaille de l'Art et de nombres autres récompenses pendant la seconde moitié du 19^{ème} siècle – et au-delà – en tant que représentante de la musique romantique pour piano, compositrice, pianiste, enseignante et éditrice de l'œuvre et des documents biographiques de son mari. Elle a maîtrisé, de façon admirable, sa vie épanouie, souvent marquée par des coups du destin, en nous ayant légué une musique susceptible de nous toucher profondément par sa fraîcheur juvénile et son euphonie.»

de plus en plus de son père, au fur et mesure qu'elle devient son propre manager.

Dès 1830 déjà, elle rencontre, dans la maison parentale, Robert Schumann, à l'époque élève de son père. Vers 1835, ils se rapprochent, tombent amoureux et se marient, contre la volonté du père Wieck. Ce mariage donne naissance à sept enfants. Après la mort précoce de son mari (en 1856) avec qui elle avait également une relation artistique intime, la jeune femme de 37 ans se retrouve entièrement seule.

La récompense de ses efforts inlassables est son succès: son répertoire est vaste, ses programmes de concerts sont révolutionnaires – Mozart, Beethoven, Schubert, Liszt, Chopin, Brahms, Felix Mendelssohn-Bartholdy, des œuvres de son mari et les siennes. Elle pose des jalons – par son apparence engageante, son charisme et son style de jeu. Son interpré-



En 1989/90, la Bundesbank allemande a honoré Clara Schumann avec ce billet (Source: https://de.wikipedia.org/wiki/Datei:100_DM_1996.jpg)

tation musicale est pleine de tempérament, de contours et de fidélité à l'œuvre; jusqu'à son apparition, ses attributs furent réservés aux interprètes masculins seulement.

À l'âge de 72 ans, ayant accompli environ 1000 concerts dans de nombreuses villes européennes, elle joue son dernier concert, en 1891, à Francfort.

La compositrice

Lorsque Clara Wieck a 14 ans, ses toutes premières œuvres sont publiées: «Quatre Polonaises pour piano» et «Caprices sous forme de Valse» pour piano. À la fin de sa vie, elle légua un vaste ensemble d'œuvres, très varié

de son mari dans ses propres œuvres, aussi lui consacrait-elle ses romances; Robert, lui, soutenait sa femme dans la composition. Après sa mort (1856), Clara arrêta de composer.

La pédagogue

Clara Schumann est la première femme à occuper un poste de professeur d'académie de musique: De 1878 à 1892, elle forma des pianistes à la Musikhochschule de Francfort-sur-le-Main. Elle enseignait à la fois individuellement et en groupe. Elle avait la réputation d'être exigeante, stricte, indéfectible, mais en même temps amicale et faisant preuve d'une certaine retenue. L'interprétation fidèle de l'œuvre, entièrement subordonnée aux inspirations du compositeur, voilà la maxime de son concept pédagogique. Son influence s'étendait jusqu'en Angleterre et aux États-Unis où ses élèves ayant réussi son enseignement, retransmettaient leurs compétences à la nouvelle génération. Compositrice et pianiste confirmée elle devient privilégiée. En effet disposant de suffisamment de temps en vue de ses activités de concert, il lui est permis de recevoir des étudiants à domicile. En outre, elle se consacre de plus en plus à la préservation de l'héritage de son mari: elle devient l'éditrice de ses œuvres et de ses manuscrits.

Vers la fin de sa vie, Clara Schumann craignait l'oubli immédiat même si elle était décorée de la Grande Médaille de l'Art comme de nombreuses récompenses à l'occasion du 70^e anniversaire de l'empereur Guillaume II. Pendant longtemps, son nom ne figurait dans les encyclopédies des métiers ni dans les histoires musicales pertinentes, malgré l'acquisition de mérites honorifiques pendant la seconde moitié du 19^{ème} siècle – et au-delà – en tant que représentante de la musique romantique pour piano, compositrice, pianiste, enseignante et éditrice de l'œuvre et des documents biographiques de son mari. Elle a maîtrisé, de façon admirable, sa vie épanouie, souvent marquée par des coups du destin, en nous ayant légué une musique susceptible de nous toucher profondément par sa fraîcheur juvénile et son euphonie. Johannes Brahms, dont elle fut la muse et la conseillère pendant toute sa vie l'a accompagnée et a beaucoup contribué à la soutenir par son amitié affectueuse. •

¹ Steegmann, Monica: Clara Schumann, Reinbek 2019 (rororo Monographie), p. 21.

Sources complémentaires:

Klassen, Janina: Clara Schumann. Musik und Öffentlichkeit, Weimar/Vienne 2009

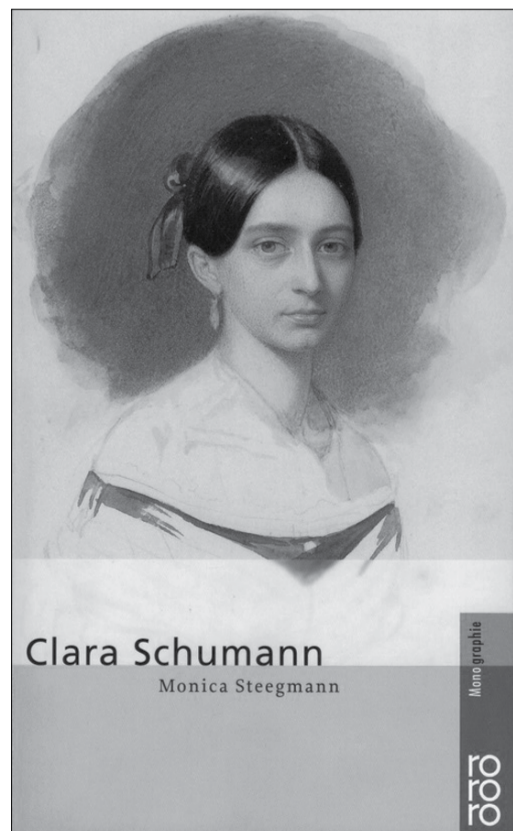
Marschner Rosemarie: Das Mädchen am Klavier, Munich 2017

«Kontext» (émission radio), SRF Kultur, 12 sept. 2019

«Passage» (émission radio), SRF Kultur, 13 sept. 2019

Clara Schumann: Klavierkonzert a-Moll, op. 7, Ludwig van Beethoven, Klavierkonzert Nr. 4 G-Dur, Ragna Schirmer, Klavier, Ariane Matiakh, Leitung, Staatskapelle Halle, Berlin Classics, 2017, booklet du CD

Clara Schumanns Klavier. Clara Schumann 1819–1896. (Aus Soirées musicales, op. 6, Souvenir de Vienne, Sonate für Klavier in g-Moll, Trois Romances, op. 11, Quatre pièces fugitives, op. 15, aus Drei Romanzen, op. 21; Eugenio Russo, Hammerflügel, paladino music, KHM CD-Edition, Musik – gespielt auf Originalinstrumenten der Sammlung des Kunsthistorischen Museums Wien, 2013), booklet du CD



ISBN 978-3-499-50424-2



ISBN 978-5-423-24944-7